

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie

Département : Economie

**Mémoire de fin d'études pour l'obtention du Diplôme d'Etudes
Supérieures Spécialisées**

Option : Développement Local et Gestion des Projets

**IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES DE LA
DEFAILLANCE INFRASTRUCTURELLE
DANS LE CADRE DU DEVELOPPEMENT
LOCAL :**

Cas de la commune Rurale de KIANJAVATO

Présenté par

Mademoiselle RALAMBOMANANA Fidijaona Fahendrena

Encadreur Pédagogique : Mr RAMIARAMANANA Jeannot

Encadreur Professionnel : Mr ANDRIAMPENO Donald

Date de soutenance : 10 juin 2015

**IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES DE LA
DEFAILLANCE INFRASTRUCTURELLE DANS LE
CADRE DU DEVELOPPEMENT LOCAL**

REMERCIEMENTS

Mes sincères remerciements à :

-Monsieur RAKOTO David Olivaniaina, Doyen de la faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie

-Monsieur FANJAVA Refeno, chef du département Economie de la faculté DEGS

-Monsieur RAMIARAMANANA Jeannot, directeur des études de formation DESS DLGP, mon encadreur pédagogique, de m'avoir confié ce mémoire

-Monsieur ANDRIAMPENO Donald, Directeur des Etudes Economiques et Prospectives au sein du MEPATE, mon encadreur professionnel, de m'avoir apporté des appuis

-Toute l'équipe du DEEP pour l'aimable collaboration

-Toute l'équipe au sein de la station FOFIFA Kianjavato pour l'accueil et les services précieux

-Ma famille qui m'a donné tout ce dont j'ai besoin pour réussir

-Tous ceux et celles qui, de près ou de loin, ont contribué à l'élaboration de ce mémoire

SOMMAIRE

	Page
INTRODUCTION	1
PARTIE I : CONCEPT DE BASE ET THEORIE SUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL ETL'INFRASTRUCURE	5
CHAPITRE I : Interrelation entre développement économique local et infrastructure	5
CHAPITRE II : Etat et condition des infrastructures à Madagascar	12
CHAPITRE III : Paramètres conditionnant la qualité des projets infrastructurels	19
 PARTIE II : RESULTATS ET DISCUSSIONS	 26
CHAPITRE I: Présentation de la zone d'étude	26
CHAPITRE II: Analyse des facteurs de blocage de la réalisation des infrastructures dans la commune rurale de Kianjavato	35
CHAPITRE III : Analyse des impacts des contraintes infrastructurelles dans la commune rurale de Kianjavato	41
 PARTIE III: RECOMMANDATIONS ET ACTIONS POSSIBLES	 58
CHAPITRE I : Recommandations	58
CHAPITRE II : Perspectives sur les paquets d'actions complémentaires aux infrastructures économiques	67
CONCLUSION	75

LISTE DES ACRONYMES

ADER : Agence de Développement de l'Electrification Rurale

Ar : Ariary

CEG : Collège d'Enseignement Général

CSB : Centre de Santé de Base

CHRD : Centre Hospitalier Régional

CHRR : Centre Hospitalier de Référence Régionale

CR : Commune Rurale

CISCO : Circonscription Scolaire

CP : Cour Préparatoire

CE : Cour Élémentaire

CM : Cour Moyen

CCC : Communication pour le Changement de Comportement

DREN : Direction Régionale de l'Education Nationale

DEEP : Direction des Etudes Economiques et Prospectives

EPP : Ecole Primaire Publique

FOFIFA : FOibe Fikarohana hampiarina amin'ny FAmbolena

GCV : Grenier Communautaire Villageois

HIMO : Haute Intensité de Main d'œuvre

IEC : Information Education Communication

JIRAMA : Jiro sy Rano Malagasy

MEN : Ministère de l'Education Nationale

MINSAT : Ministère de la Santé

MEPATE : Ministère d'Etat chargé des Projets Présidentiels de l'Aménagement du Territoire et de l'Equipement

OP : Organisation Paysanne

OMS : Organisation Mondiale de la Santé

PAMOLEA : Projet d'Appui à la Maîtrise d'Ouvrage Locale pour l'Eau et l'assainissement

PNDR : Programme National pour le Développement Rural

PCD : Plan Communal de Développement

PMI : Petite et Moyenne Industrie

PME : Petite et Moyenne Entreprise

PADR : Plan d'Action pour le Développement Rural

RN : Route Nationale

RA : Revenu Annuel

RM : Revenu Mensuel

STD : Service Territorial Décentralisé

SRI : Système Rizicole Intensive

SRA : Système Riziculture Améliorée

T : Tonne

LISTE DES TABLEAUX

	N° de page
Tableau 1 : Liste du nombre des écoles réparties par région	16
Tableau 2 : Liste des centres sanitaires repartis par région	17
Tableau 3 : Liste des fokontany de la commune, distance et orientation	27
Tableau 4 : Répartition de la population par fokontany	28
Tableau 5 : Production annuelle de la commune	30
Tableau 6 : Nombre des salles de classe des EPP de la commune	33
Tableau 7 : Budget communal de la commune rurale de Kianjavato en 2014	37
Tableau 8 : Répartition des surfaces des rizières et production annuelle des ménages	41
Tableau 9 : Prix de vente des produits aux collecteurs	47
 Tableau 10 : Revenu annuel en café des ménages enquêtés	 47
Tableau 11 : Revenu mensuel en banane des ménages enquêtés	48
Tableau 12 : Revenu annuel en letchi des ménages enquêtés	48
Tableau 13 : Répartition d'âge des enfants des ménages enquêtés	54
Tableau 14 : Niveau d'étude des enfants des enquêtés	54

LISTE DES GRAPHES

	N° de page
Graphe 1 : Pourcentage du réseau national bitumé en bon, moyen et mauvais état de 2008 à 2013	12
Graphe 2 : Pourcentage du réseau routier national en terre en bon, moyen et mauvais état de 2008 à 2013	13
Graphe 3 : Pourcentage des communes accessibles par voie de surface toute l'année de 2008 à 2013	14
Graphe 4 : Taux d'accès des ménages à l'électricité de 2009 à 2012	14
Graphe 5 : Projection du rendement rizicole	42

LISTE DES FIGURES

	N° de page
Figure 1 : Carte de la commune rurale de Kianjavato	26
Figure 2 : Synthèses des principaux impacts de la non-performance des barrages rizicoles et recommandation	61
Figure 3: Synthèse des principaux impacts de la non-électrification et recommandation	62
Figure 4 : Synthèse des principaux impacts de l'absence des infrastructures marchandes et recommandations	63
Figure 5 : Synthèses des principaux impacts de l'absence des réseaux routiers inter-fokontany et recommandations	64
Figure 6 : Synthèse des principaux impacts de l'insuffisance et de l'absence des infrastructures scolaires et recommandations	65
Figure 7 : synthèse des principaux impacts de l'insuffisance des infrastructures sanitaires et recommandations	66

INTRODUCTION

Contexte général

L'infrastructure constitue un paramètre très déterminant pour accéder au processus de développement. Pour Madagascar, ce domaine est encore un fléau majeur car un nombre très important de localités restent handicapées sur ce point : les bases matérielles sont insuffisantes et la majorité des infrastructures déjà existantes sont médiocres et vétustes. Cependant, le pays connaît un rythme d'accroissement démographique très rapide, mais les infrastructures ne sont pas en harmonie avec le nombre de la population. C'est une île dotée de richesses naturelles et minières en abondance. Pourtant, il se trouve qu'on ne peut pas tirer profit de ces atouts considérables car les infrastructures demeurent faibles et ne sont pas performantes. C'est un pays potentiellement riche mais matériellement pauvre.

Le manque actuel des infrastructures en qualité et en quantité à Madagascar est vraiment préoccupant car il porte atteinte à la reprise de la croissance économique et à la lutte contre la pauvreté pour accéder au développement. Pire encore, est qu'en milieu rural, la défaillance en infrastructure est beaucoup plus accentuée même si le pays est à vocation agricole et que le secteur de production primaire représente le premier secteur pourvoyeur d'emploi pour les 85% de la population dans cette zone. En conséquence, cet obstacle infrastructurel contribue en grande partie à handicaper le développement de ce secteur vu que l'infrastructure stimule et demeure le socle de l'accélération de la croissance agricole. Il s'agit d'une réalité qui suscite des questions explicatives et des analyses approfondies car le décollage économique est profondément associé avec la prépondérance du monde rural.

Afin de pouvoir apprécier explicitement les impacts négatifs de ce blocage infrastructurel dans ce domaine, une étude a été menée dans la commune rurale de Kianjavato. C'est une zone dotée d'atouts considérables du point de vue économique, écologique. Pourtant, il a été constaté que ces richesses sont sous-exploitées à cause du manque d'infrastructures communautaires.

Objectif de la recherche

La recherche vise tout d'abord à déterminer l'intensité des impacts de la contrainte en matière d'infrastructure au niveau de la commune à partir des études des caractéristiques

socio-économique, culturel, et administratif. Il y a lieu à cet effet d'identifier les conséquences apportées par ces difficultés sur le revenu des ménages, la production agricole des paysans, le développement du monde des affaires industrielles et entrepreneuriales, l'essor du secteur touristique, le flux d'échange commercial local, la perte en terme fiscale administrative, et surtout le développement du domaine de l'emploi. Mais, la recherche a également pour objet d'aborder succinctement les facteurs de blocage de la réalisation des infrastructures au niveau de la commune. Elle consiste à proposer par la suite des solutions aux problèmes dégagés.

Problématique et hypothèses

L'inexistence des infrastructures présente des impacts négatifs pour l'ensemble d'une localité donnée et même pour la nation. Ce qui a suscité à la fois notre intérêt professionnel et notre curiosité et nous amène à poser un questionnement au préalable : Dans quelle mesure, la défaillance des infrastructures constitue-t-elle un blocage du développement socio-économique local ?

Hypothèse 1 : l'absence et/ou la mauvaise qualité des infrastructures en milieu rural entrave l'activité économique d'une localité.

Le non-développement des infrastructures de communication et commerciale rend difficile les échanges et les flux de commerce entraînant la mauvaise condition de vie des ménages. L'absence des routes affecte la liaison commerciale d'une localité à une autre car l'écoulement et la commercialisation des produits des producteurs dépend majoritairement de la qualité ainsi que l'existence des infrastructures. Un moyen de transport de produit précaire se traduit par des coûts de transport plus élevés et des délais de livraison plus longs. Une amélioration de l'infrastructure d'un pays peut réduire considérablement les coûts des échanges. Ensuite, la production des agriculteurs dépend énormément de l'état des infrastructures hydrauliques ; quand elles sont médiocres le rendement diminue et inversement. Puis l'absence d'électricité porte atteinte à la dynamique de l'économie locale.

Hypothèse II : la faiblesse des infrastructures en milieu rural entrave le développement social dans la localité

Le manque d'infrastructures sanitaires et éducatives affecte le développement social communautaire. L'absence et/ou l'insuffisance des centres de santé au niveau d'une localité favorise l'accroissement, entraîne la diminution du taux de vaccination et la pratique du planning familial. Par ailleurs, l'inexistence et ou la lacune des établissements scolaires est l'un des facteurs provoquant le désistement scolaire en milieu rural.

Approche méthodologique

La mise en œuvre de cette étude a été accomplie à la fois par une recherche bibliographique et une recherche empirique avec une descente sur terrain.

➤ Recherche bibliographique

Des documents relatifs au thème ont été consultés pour situer le champ d'étude, par rapport à ce qui a déjà été écrit sur cette matière. Un inventaire sur la documentation, les données secondaires, les ouvrages généraux, les revues sont donc les moyens pour recueillir les informations et pour accueillir également les données statistiques et les chiffres publiés par des institutions ou des directions spécialisées de l'Etat.

➤ Recherche empirique

Pour compléter la recherche bibliographique, une enquête sur les populations concernées et un entretien avec les responsables locaux ont été menés.

Enquête sur échantillon et entretien

Notre échantillon est constitué de 60 ménages agriculteurs au niveau de la commune rurale de Kianjavato. Cette enquête vise essentiellement à identifier la perception, l'avis et la suggestion des interlocuteurs de la localité. Il s'agit de tenir compte quelques réflexions personnelles des populations concernées qui racontent leurs expérimentations personnelles pour comprendre la réalité des difficultés en matière d'infrastructure. Les informations acquises permettent ainsi de concevoir des solutions infrastructurelles appropriées et efficaces à la communauté répondant au besoin réel. Les informations recueillies expriment de façon plus concrète un contexte bien déterminé. Il est bien clair qu'on ne parvient jamais à effectuer une enquête au niveau de tous les ménages du champ d'application. La nature de l'étude, l'insuffisance financière et la contrainte du temps retiennent à enquêter donc un échantillon de la population. On a procédé à la méthode d'échantillonnage et on a fait en sorte qu'elle reflète les besoins en matière d'infrastructure et les réalités dans cette localité. L'enquête a été effectuée par le biais de questionnaires préétablis où il a été alterné par des questions ouvertes et questions fermées c'est-à-dire avec des choix multiples de modalité de réponses stratégiques. Pour avoir les données, des entretiens exploratoires ont été également effectués auprès des différentes personnes ressources locales.

Difficulté de l'étude

La disponibilité des bases de données de la commune concernant les différents domaines touchés par notre analyse est quelquefois très limitée. La plupart n'est pas fiable et non-actualisée et même il y en a qui n'existe pas. A cause de cet obstacle, il arrive que dans certaines sections les études effectuées étaient plutôt de type qualitatif que quantitatif et les chiffres estimatifs occupent souvent de place.

Structure de l'étude

Dans la première partie, on présentera le cadre théorique et la notion de base qui tourne autour de l'infrastructure et du développement local. Il s'agit d'évoquer les concepts généraux permettant de cerner toutes les analyses effectuées dans ce travail. La deuxième partie sera concentrée sur les analyses pratiques. Les facteurs de blocage de la réalisation des infrastructures au niveau de la zone d'étude seront traités. Les impacts socio-économiques de la défaillance des infrastructures de la localité en question seront décortiqués. La troisième partie sera consacrée à des propositions et des recommandations face aux différentes contraintes détectées et les impacts indésirables identifiés. Des actions possibles complémentaires aux infrastructures seront également abordées.

PARTIE I : CONCEPT DE BASE ET THEORIE SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ET L'INFRASTRUCTURE

Durant cette première partie, les aspects théoriques et les connaissances fondamentaux concernant les infrastructures seront mis en évidence pour renforcer la compréhension et soutenir toutes les études menées dans le travail.

CHAPITRE I : INTERRELATION ENTRE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE LOCAL ET INFRASTRUCTURE

Le développement est incontestablement associé à la performance en matière d'infrastructure au niveau d'une localité, c'est un moyen permettant à tous les individus et les couches de la société d'améliorer les conditions et les contextes socio-économiques. Dans le chapitre suivant, on va démontrer explicitement la liaison entre infrastructure et développement.

Section 1 : Concept et notion du terme « développement local »

1. Développement

« En tant qu'action le développement n'est autre chose que le faisceau dans une évolution coordonnée et harmonisée dans une phase de moins humaine à une phase plus humaine »¹, c'est donc une démarche de changement des différentes structures économiques, sociales, politiques et mentales qui ne peut être réalisée en une courte durée et qui implique la croissance ordonnée analogue à celle des vivants. Elle correspond à la transformation de ces structures qui permettent l'apparition et la prolongation de la croissance économique ainsi que l'élévation des niveaux de vie.

« Le développement authentique est essentiellement la réponse aux besoins et le besoin apparaît comme une différence entre une situation et des normes, ces normes pouvant être un minimum absolu estimé par les spécialistes des sciences humaines ou le minimum fixé par les dirigeants politiques ou le minimum désiré par les sous-populations ou enfin le maximum possible en fonction des ressources »². Par rapport à cette affirmation on peut confirmer ainsi que le développement c'est l'atteinte des objectifs et des exigences fixés par chaque individu, par une communauté donnée, par la politique publique et par les références en terme de recherche étymologique des experts. En d'autres termes, le développement est

¹LEBRET L.J, *Dynamique concrète du développement*, les ouvrières, 1981

² WATERSON Wat, *La planification du développement*, Dunod, 1969

le stade où les membres de la société auraient dépassé les problèmes de la satisfaction des besoins fondamentaux et auraient accédé à un certain confort matériel et intellectuel.

« Selon le point de vue Marxisme le développement a des exigences :

- Economiques : mobilisation et centralisation des surplus économiques et leur utilisation planifiée pour le développement.
- Sociales : adaptation des rapports sociaux de production aux nécessités du développement ; promotion sociale générale.
- Psychologique : remplacement de la passivité, de la routine, de la superstition par la confiance, la volonté, l'engagement personnel dans le progrès, la stimulation de l'esprit d'initiative, l'innovation et la confiance en soi.
- Institutionnelle: gestion par le secteur public des ressources essentielles ; contrôle de la monnaie, du crédit et du commerce.
- Scientifique : refléter dans les plans les priorités, faire croître l'accumulation plus vite que la consommation, consolider les bases agricoles, commencer l'édification du secteur industriel et respecter les proportionnalités entre secteur »³.

2. Local

Le mot « local » prend des envergures très multiples et renvoie à une conception de l'espace, d'un territoire, d'un périmètre géographique ; mais en termes d'organisation administrative, il désigne la communauté de base constituée par les collectivités territoriales décentralisées : communes, régions. Ce qui nous intéresse ici c'est la commune.

Selon les Articles 146 et 147 de la loi 94-007 « les Communes sont des collectivités territoriales décentralisées de base. Les communes sont soit urbaines ou rurales en considération de leur assiette géographique réduite ou non à une agglomération urbanisée. Les communes concourent au développement économique social et culturel de leur ressort territorial. Les compétences de la commune tiennent compte essentiellement des principes constitutionnels et légaux ainsi que du principe de proximité, de promotion et de défense des intérêts des habitants ».

L'Article 15 de la loi 94-007 sur les collectivités stipule les domaines de compétence de la commune ayant trait notamment à :

- La détermination des besoins prioritaires de la population locale, identification des principaux blocages sociaux, élaboration du programme d'habitat et d'urbanisme.

³LEBRET L.J, *Dynamique concrète du développement*, les ouvrières, 1981

- Construction et gestion de son patrimoine propre, des lieux publics, des équipements et infrastructures socio-sportifs ; de son personnel.

- Mise en œuvre de toutes les opérations relatives à l'état civil, à l'enrôlement militaire, au recensement de la population, à la construction et l'entretien des routes et pistes placées sous sa juridiction, à l'hygiène publique et à l'assainissement, à la lutte contre les feux de brousse et contre les calamités naturelles;

- La protection de l'environnement, l'éducation et la santé

3. Développement local

« Le développement local est plus qu'une alternative, c'est la seule issue pour contenir les conséquences de la destruction du tissu économique social et local et aux défaillances du système macro-économique »⁴. Le développement local se substitue peu à peu au modèle centralisateur dans la mesure où ce dernier n'est plus en mesure de répondre aux exigences d'une société locale et de connaître les réalités vécues à ce lieu pour entreprendre des programmes et des solutions appropriées à chaque contexte. Dans le même esprit, c'est vraiment primordial de mettre en place de nouvelles stratégies d'intervention car le modèle centralisateur entraîne inévitablement des situations de déséquilibre entre le centre et la périphérie.

« Le développement local s'agit principalement de créer un environnement favorable au développement des ressources humaines et à la promotion des initiatives de développement économique au niveau local. Les efforts sur le long terme doivent nécessairement s'appuyer sur un ensemble d'intervention à court terme qui vise à donner aux zones les plus pauvres le minimum des moyens nécessaires à leur participation effective au processus de développement »⁵. C'est donc le moyen le plus efficace visant à mobiliser les forces synergiques de développement économique présentes au niveau local qui sont notamment les potentialités et les atouts dont le rôle socio-économique n'est pas suffisamment pris en compte dans les politiques et programmes de développement des pays. Cette mobilisation consiste surtout à la mise en valeur des secteurs d'activité et des milieux sociaux locaux qui sont demeurés relativement à l'écart de la dynamique du processus du développement. « On stimulera l'initiative locale pour essayer de créer des entreprises, des nouveaux emplois, de maintenir les populations dans leur région d'origine atténuant ainsi la pression démographique

⁴ BACHELARD Paul, *les acteurs du développement local*, L'Harmattan, 1993

⁵ CALVALHO José Antonio de Sequeira, *La dynamisation des initiatives locales*, L'Harmattan, 1997

sur les grands centres urbains et en même temps pour mettre en valeur les potentiels de compétitivité économique et les patrimoines multiples existant au niveau local »⁶.

Section 2 : Concept et théorie sur la notion infrastructure

1. Définition et caractéristique du terme infrastructure

Selon la définition de la Toupie : « le terme infrastructure désigne l'ensemble des ouvrages et des équipements collectifs nécessitant des fondations et qui sont destinés à soutenir une activité économique. Dans la théorie Marxiste, l'infrastructure désigne l'ensemble des forces productives et les rapports de production qui forment la base matérielle de la société ». Elle est l'ensemble des équipements collectifs à la base de l'activité productive c'est-à-dire l'ensemble des facteurs de production.

« En dépit de leur diversité, les infrastructures partagent des caractéristiques communes ; elles sont très lourdement capitalistiques et nécessitent d'importants investissements. Elles reposent en général sur un réseau de distribution à plusieurs niveaux. Elles ont souvent un caractère de bien public lorsque le niveau d'équipement les place dans une zone de non rivalité ou plus rarement de non exclusion »⁷. Un bien est qualifié de non-rival si son utilisation par un agent ne réduit pas les quantités disponibles pour les autres agents. La non-exclusion par les mécanismes de marché caractérise, de son côté, des biens dont aucun agent ne peut être exclu des bénéfices. Celle-ci découle également de l'impossibilité de fractionner le service entre divers utilisateurs c'est-à-dire de l'indivisibilité. Ces caractéristiques des infrastructures au-delà de leur aspect généralement très fortement capitaliste appellent une intervention publique adaptée en terme de gestion, de contrôle, de régulation, de financement, voire de subvention afin de produire et de distribuer de façon équitable les différents effets externes et assurer la pérennité des équipements.

2. Liaison entre infrastructure et le développement socio-économique local

Les actions de développement local nécessitent l'implantation complémentaire des réseaux d'infrastructures ; elle est un moyen pour la promotion du développement local. Un large consensus peut être avancé pour soutenir que les infrastructures favorisent la croissance et le développement :

- Sur le commerce : le développement des infrastructures joue un rôle incontournable en matière de facilitation des échanges. Il a la capacité de promouvoir les flux commerciaux créant ainsi des marchés régionaux. Diverses sortes d'infrastructures devraient

⁶ CALVALHO José Antonio de Sequeira , *La dynamisation des initiatives locales*, L'Harmattan, 1997

⁷ ESTACHE Antonio, *Infrastructure et Développement*, Revue d'économie du développement, 2007

être tenues compte pour assurer la dynamisation du secteur commerce à l'échelle locale, nationale et même internationale. Les infrastructures matérielles en relation avec le commerce sont entre autres les routes, les voies ferrées, les ports et les aéroports qui revêtent tous une valeur fondamentale pour relier le territoire au monde externe. Les infrastructures immatérielles telles que les transports maritimes, aériens, télécommunications, environnement des entreprises sont tous aussi primordiaux pour la maîtrise du commerce. La création d'un environnement favorable aux échanges par le biais des infrastructures est déterminante si l'on veut soutenir le développement. «Les pays qui obtiennent les meilleurs résultats dans le domaine d'infrastructure affichent un accroissement plus rapide des échanges, une croissance économique accélérée et une plus grande diversification des exportations »⁸. Une infrastructure de communication en état de vétusté ou bien de services de transport très inefficace se traduisent par des coûts directs de transport plus élevés et des délais de livraison plus longs. Ainsi, le développement de l'infrastructure d'un pays peut diminuer les coûts d'échange. « Les infrastructures entraînent d'importants effets externes sur l'ensemble de l'activité économique en facilitant la connexion entre les différents individus et les différents marchés et donc l'incitation aux investissements »⁹.

- Sur la production : La présence des infrastructures contribue à favoriser le développement de micro-entreprise et PME locale ainsi que l'investissement direct étranger. « Selon la conception traditionnelle en science économique, l'entreprise recherche la localisation qui lui procure le bénéfice maximum compte tenu des prix auxquels elle se procure les différents facteurs de production, de la manière dont elle combine ces facteurs, du prix départ qu'elle pratique en fonction des coûts de transport et des prix régnant sur les divers marchés et enfin du niveau de production qui en résulte »¹⁰. Les infrastructures ont une importance cruciale car elles peuvent avoir des influences sur un large éventail des activités économiques ayant des répercussions directes sur les capacités de production des entreprises ainsi que sur les possibilités des consommations offertes aux consommateurs. Elles peuvent favoriser et stimuler la diversification de la production dans son ensemble. Le rôle productif des infrastructures repose sur la fourniture de biens et de services intermédiaires qui participe au processus de production. Mais l'originalité des infrastructures relève aussi surtout de l'aptitude d'améliorer l'utilisation des autres facteurs de production qui concourent à la diminution des coûts de production et une augmentation de la rentabilité

⁸Rapport conférence des nations unis sur le commerce et le développement, 4 mars 2007

⁹ BOURGUIGNON François, *Repenser les infrastructures pour le développement*, 2007

¹⁰ LESOURNE Jacques René Loué, *L'analyse des décisions d'aménagement régional*, 1981

des activités. Il y a la convergence des infrastructures vers la formation de capital privé. Le processus par lequel les infrastructures publiques affectent la croissance de la productivité réside dans la formation du capital privé. A ce titre, l'accroissement de la productivité marginale des facteurs de production, en accroissant le capital public, entraîne l'accroissement du taux du rendement du capital privé. « La corrélation entre la croissance économique et les investissements en infrastructure est très claire grâce aux résultats des recherches empiriques des auteurs : les calculs de A.MUNNELL(1990) confirment que quoi que la relation établie entre le capital public et la production du secteur privé est moins robuste ; une augmentation d'1% de stock de capital public provoque une augmentation de 0,34% de la production. En 1992, le même auteur met en évidence que la relation entre dépenses d'infrastructures est plus robuste lorsqu'on passe d'un espace régional localisé à une région plus vaste c'est-à-dire nation. Dans le cas des USA, l'élasticité de la production aux dépenses d'infrastructures passent de 0.34 – 0.39 à l'échelle nationale à 0.15-0.20 au niveau des Etats et à 0.03-0.08 au niveau des métropoles. Pour Wang, une hausse de 1% des dépenses en capital public augmenterait la production privée de 0,2%¹¹ ». Par ailleurs, les infrastructures de services offertes au ménage soutiennent en partie l'accroissement de la productivité du travail et à la réduction de la pauvreté. Sur le plan agricole, le système hydraulique performant permet aux agriculteurs de maîtriser l'eau et d'accroître le rendement de la production à l'hectare. Dans le même secteur, l'approvisionnement et le coût des intrants nécessaires à la production dépendent du réseau routier ou du transport en place. L'infrastructure publique a une grande importance dans l'ouvrage de W.W. ROSTOW « les étapes de la croissance économique, un manifeste anti-communiste » en 1960. Cet auteur confirme que si un pays voulait connaître la croissance, il devrait franchir progressivement 5 étapes dont la société traditionnelle, les conditions préalables au démarrage, le démarrage, la maturité et la consommation de masse. Dans l'étape qu'on appelle « condition préalable au développement », le secteur public tient un rôle stratégique dans la construction d'une économie moderne. En effet, pour lui, « il y a deux problèmes communs à toute société ayant appris l'art du développement : le problème de l'accroissement de la productivité dans l'agriculture et les industries extractives ensuite le problème de capital nécessaire à l'infrastructure sociale » mais pour résoudre ces contraintes, l'infrastructure publique doit être consolidée.

¹¹ BENABDALLAH .Y. *le développement des infrastructures en Algérie : quels effets sur la croissance économique et l'environnement de l'investissement ?*

- Au niveau de la société : « Les réseaux d'infrastructures jouent un rôle vital dans le développement social. De plus en plus interdépendants, ils constituent un moyen d'assurer la fourniture et la prestation des biens et services qui concourent à la prospérité et à la croissance économique et contribuent à la qualité de vie »¹². Les infrastructures fournissent des services essentiels tels que l'eau, l'éducation, les télécommunications, la santé... « L'amélioration de la santé est consubstantielle au développement: le développement consiste avant tout à améliorer la vie que nous menons et à renforcer la liberté dont nous jouissons. Or, l'une des plus grandes libertés est celle de ne pas souffrir d'un mauvais état de santé que l'on peut prévenir et d'échapper à une mort évitable »¹³. La santé peut avoir des influences sur la performance économique étant donné que l'état de santé des individus est strictement lié à leurs capacités productives. Concernant l'éducation, elle a comme principale fonction d'ouvrir et de filtrer l'accès à l'emploi et à la promotion sociale dans tous les pays. Elle contribue énormément à assurer une meilleure condition de vie des individus au niveau de la communauté en leur permettant d'exercer des emplois décents. « Les différentiels de salaires entre les individus ne sont dus qu'à des différences entre eux de niveau d'éducation, puisque le marché égalise le revenu d'individus à niveau de formation égal. Une implication forte en termes de politique économique est que, sous cette hypothèse, pour réduire les inégalités dans la répartition des revenus d'un pays, il faudrait commencer par réduire celles dans l'accès à l'éducation, étant donné que l'inégalité des revenus paraît d'autant plus importante que l'éducation est plus inégalement distribuée »¹⁴. Par ailleurs, le niveau d'éducation élevé est une grande opportunité pour un pays puisqu'il influe sur la productivité, ayant ainsi des impacts sur l'augmentation de revenu. Il permet à un pays d'être plus compétitif en matière de main d'œuvre ou en matière de qualité de produits à l'échelle mondiale grâce aux compétences et aux qualifications professionnelles requises à travers l'éducation. L'accès à l'éducation par la présence des infrastructures permet donc le développement individuel, familial, et même de la nation toute entière. « L'enseignement est un investissement intergénérationnel qui développe les facultés des enfants, exerce des effets sur la fécondité des femmes, valorise le patrimoine culturel et construit l'identité nationale »¹⁵.

¹² ETACHE Antonio, *Infrastructure et Développement*, Revue d'Economie du développement, 2007

¹³ Déclaration du professeur AMARTYA Sen, Prix Nobel d'Economie lors de la Cinquante- Deuxième Assemblée mondiale de la Santé à Genève, mardi 18 mai 1999 ,

¹⁴ DIAL François Roubaud, *La dimension économique de l'efficacité externe de l'éducation en Afrique de l'ouest*, Paris, novembre 2005

¹⁵ HUGGON Philippe, *L'économie de l'Afrique*, La Découverte, 2008

CHAPITRE II : INFRASTRUCTURES A MADAGASCAR

A la lumière de ce qui vient d'être développé, on peut déduire l'implication de l'infrastructure au développement; ce qui amène maintenant à focaliser les analyses sur l'état et la condition des infrastructures à Madagascar.

Section 1 : Infrastructures économiques

Les infrastructures économiques regroupent la route, l'électricité et les barrages hydro-rizicoles.

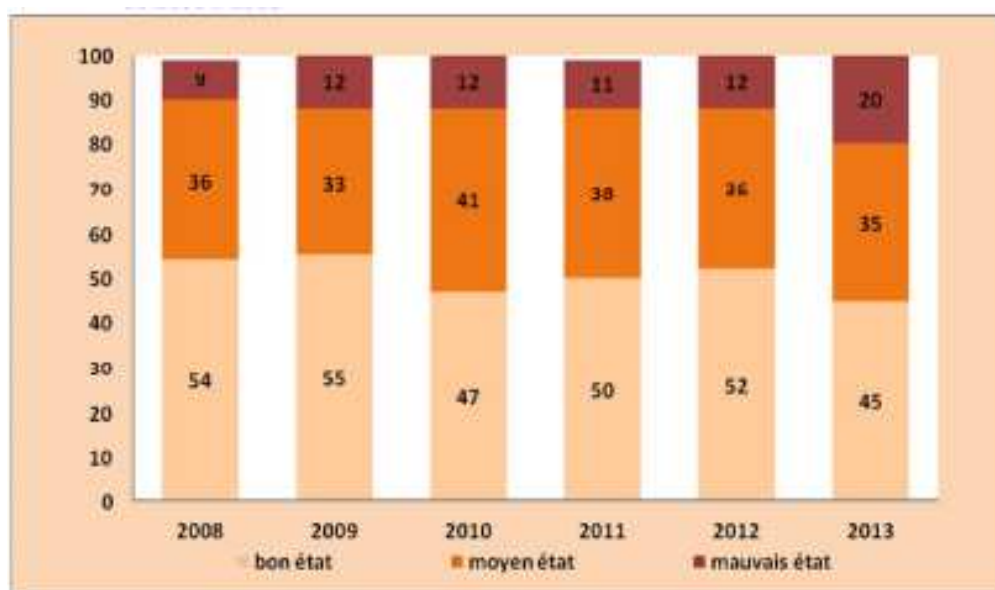
1. Route

1.1.Route Nationale bitumée

En 2013, seulement 43% des routes nationales bitumées étaient en bon état contre 52% en 2012 soit une dégradation d'ordre 13,5 points en une année. Le pourcentage des routes nationales bitumées en détérioration connaît ainsi une hausse annuelle avec un rythme très significatif. Si les parties endommagées ne sont donc pas entretenues et réhabilitées, ces infrastructures seront difficiles à accéder.

Le graphe ci-après démontre le pourcentage des états des routes nationales bitumées entre 2008 et 2013

Graphe 1 : Pourcentage du réseau national bitumé en bon, moyen et mauvais état de 2008 à 2013

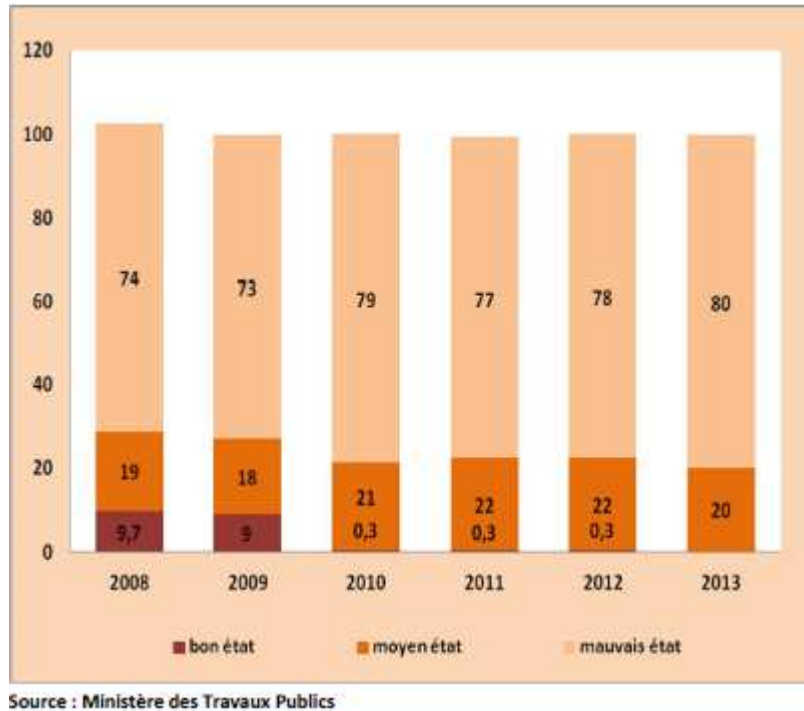


Source : Ministère des Travaux Publics

1.2.Route Nationale en terre

Le graphe ci-après récapitule les pourcentages du réseau national en terre selon leur état entre 2008 à 2013 :

Graphe 2 : Pourcentage du réseau routier national en terre en bon, moyen et mauvais état de 2008 à 2013

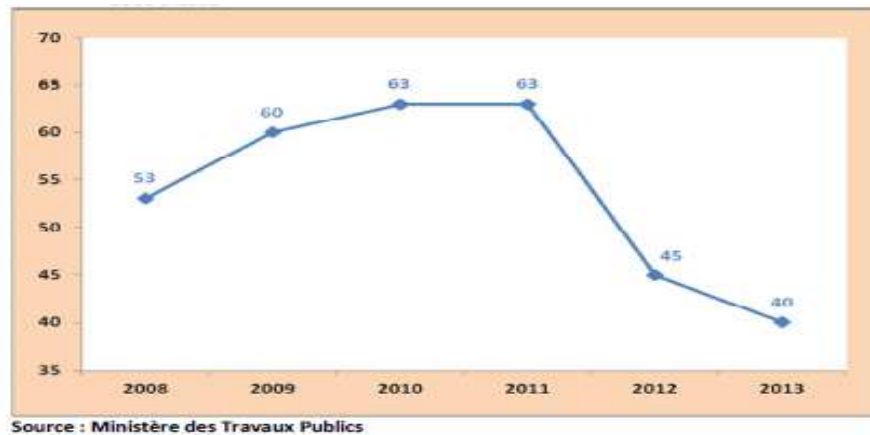


A Madagascar il n'y a presque plus de Route Nationale en terre en bon état en 2013. Pour cette année en question, il a été retenu qu'environ 80% des Routes Nationales en terre sont tous en mauvais état si le pourcentage a été de 78% en 2012. La dégradation des routes nationales en terre se trouve plus accélérée du fait du non-entretien de manière régulière car seulement 20 % de ces réseaux sont donc préservés en moyen état l'année 2013 contre 22% en 2012.

1.3.Pourcentage des communes accessibles par voie de surface toute l'année

Le principal indicateur pour mesurer l'état des routes et des pistes rurales repose irréfutablement sur le pourcentage des communes accessibles par voie de surface toute l'année. Pour Madagascar, on a enregistré qu'en 2013 seulement 40% des communes ont été accessible par voie de surface toute l'année contre 45% en 2012 et 63% en 2011. Il y a ainsi un recul de 23 points entre la période de 2010 à 2013. Cette situation aggrave l'enclavement des communes rurales. Le graphe ci-après affiche l'évolution du pourcentage des communes accessible par voie de surface entre 2008 et 2013.

Graphe 3 : Pourcentage des communes accessibles par voie de surface toute l'année de 2008 à 2013

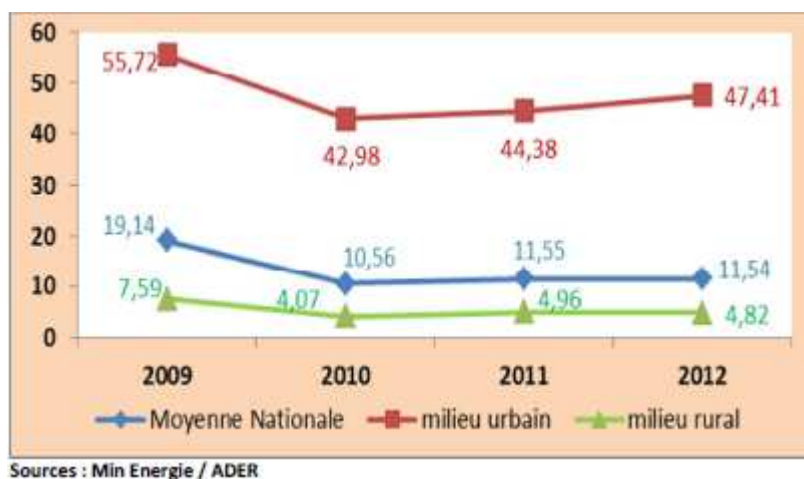


Cette chute brusque des aspects routiers s'explique par la crise passée à Madagascar entre 2008 à 2013. La dégradation est apparue à partir de l'année 2012, époque où l'investissement des bailleurs des fonds a été interrompu et le financement consacré à l'entretien routier était donc faible.

2. Infrastructure électrique

Selon les informations recueillies par le Ministère de l'Energie et l'Agence de développement de l'Electrification Rurale (ADER), le taux d'accès des ménages à l'électricité est situé de 19,14 % en 2009, diminué de 10,56% en 2010, passé de 11,55% en 2011 à 11,54% en 2012. Le facteur de la stagnation ou la diminution de ces taux s'explique essentiellement par la défaillance de l'investissement réalisé en incohérence par rapport à l'accroissement démographique. Par ailleurs, des disparités très marquantes ont été enregistrées sur le taux d'accès en électricité entre les zones urbaines et les zones rurales. Le graphe ci-après représente l'évolution du taux d'accès en électricité entre 2009 et 2012.

Graphe 4: Taux d'accès des ménages à l'électricité de 2009 à 2012



D'après ce graphe, le taux d'accès des ménages urbains à l'électricité est passé de 55,72% en 2009 à 47,49% en 2012 tandis que celui des ménages ruraux est seulement 7,59% pour passer de 4,82% en 2012. Ce contraste flagrant est occasionné par la difficulté de développement des réseaux de transport électrique dans le monde rural suite à la faible densité moyenne de la population.

Sur les données fournies au sein de la JIRAMA 11609 nouveaux abonnés ont été enregistrées en 2013 contre 8367 en 2012, 20199 en 2011, 15276 en 2010 et 11179 en 2009.

3. Réseaux hydro- agricoles

Selon le PADR, on a recensé dans toutes les régions de l'île 1.200.000 ha de périmètres irrigués avec 85% de barrages hydro-agricoles non- performants. Ainsi, la majorité de ces réseaux d'irrigation sont en état de désuétude nécessitant une réhabilitation car elles ont été construites il y a plus de 50 ans. La dégradation des bassins versants provoquant des érosions des sols et des ensablements des réseaux hydro-agricoles, le manque d'entretien périodique suite au désengagement de l'Etat dans les années 90, ainsi que les impacts des aléas-climatiques sont les principaux facteurs entraînant la destruction de ces infrastructures hydro-agricoles.

Les infrastructures hydro-agricoles à travers les périmètres irrigués jouent un rôle prépondérant dans l'économie rurale Malgache. Traduit en chiffres, le sous-secteur irrigué représente au PIB à hauteur de 15% avec 70% de la production rizicole. Donc, la nouvelle loi régissant ces réseaux hydro-agricoles ont été adoptée récemment en janvier 2015 (loi n°2014-042 du 9 janvier 2015) car l'ancienne est déjà en caduque afin d'impliquer tous les acteurs concernés aussi bien étatiques que privés dans l'aménagement des barrages hydro-agricoles. Pour ce faire, une nouvelle classification des périmètres irrigués en trois catégories avait eu lieu. La première est le périmètre partenaire comportant des ouvrages stratégiques ; sa gestion est assurée par l'Etat en partenariat avec une structure organisationnelle des usagers de l'eau. La deuxième catégorie constitue un périmètre autonome incluant les infrastructures de base que les associations des usagers de l'eau sont capables de gérer eux-mêmes. Et le troisième comporte le périmètre traditionnel de petite taille de type familial, ne nécessitant aucun investissement public ; ce sont les unités familiales qui assurent leur gestion.

Section 2 : Infrastructures sociales

1. Ecole Publique

En 2013, Madagascar compte 18768 fokontany dont 2210 soit 12% ne disposent pas encore d'EPP. Durant cette même année, le nombre des communes était 1549 mais 151 d'entre elles ou 10% n'ont pas encore de CEG et 79% ne possèdent pas de lycée. Le tableau suivant récapitule la répartition des écoles publiques dans toute la grande île.

Tableau1: Liste du nombre des écoles reparties par région

REGION	EPP	CEG	LYCEE
Alaotra Mangoro	1141	142	16
Amoron'i Mania	979	144	23
Analamanga	1519	208	54
Analanjirifo	1268	116	15
Androy	1029	41	5
Anosy	704	53	6
Atsimo Andrefana	1403	83	20
Atsimo Atsinanana	1129	103	11
Atsinanana	1597	118	11
Betsiboka	425	32	5
Boeny	638	48	9
Bongolava	508	49	7
Diana	672	70	12
Haute Matsiatra	1062	135	31
Ihorombe	508	22	5
Itasy	602	77	11
Melaky	352	13	4
Menabe	575	35	8
Sava	1206	101	12
Sofia	2021	149	25
Vakinankaratra	1242	160	16
Vatovavy Fitovinany	2223	159	21
ENSEMBLE	22803	2058	327

Source : Annuaire MEN 2013

D'après le tableau, les EPP à Madagascar compte 22.803. Les majeures parties de ces établissements primaires sont implantées dans la région de Vatovavy Fitovinany avec un effectif de 2223 et dans la région de Sofia où on en a enregistré 2021 d'EPP. Les plus faibles nombres sont affichés dans la région de Melaky avec 352 et ensuite dans la région de Betsiboka avec 425 EPP. Concernant les CEG, les effectifs les plus élevés se rencontrent dans la région de d'Analamanga qui dispose 208 établissements puis dans la

région de Vakinankaratra avec les 160 collèges. Les proportionnalités très réduites sont enregistrées dans les régions Melaky et Ihorombe : 13 effectifs pour la première contre 22 pour la deuxième. A propos des lycées, il a été retenu que ce sont les régions d'Analamanga et de Haute Matsiatra qui possèdent les plus grands nombres des établissements : 54 et 31 installations. Tandis que les effectifs très restreints ont été recensés dans la région de Melaky avec 4 installations et dans les régions d'Androy, de Betsiboka et d'Ihorombe avec 5 lycées respectivement.

2. Les infrastructures sanitaires publiques et privés

En 2012, d'après les informations recueillies auprès du ministère de la santé 23 communes ne disposent pas encore de Centre de Santé de Base. Les infrastructures sanitaires publiques et privés de Madagascar se présentent dans le tableau ci-dessous :

Tableau 2 : Liste des centres sanitaires repartis par région

Region	Nombre de Formations Sanitaires															Total	
	CSB1				CSB2				CHRD1			CHRD2			CHRR		CHU/ES
	Public		Privé	Total	Public		Privé	Total	Public	Privé	Total	Public	Privé	Total			
	Fonct	Non Fonct			Fonct	Non Fonct											
Analamanga	51	1	4	56	166	1	220	387	5		5	5	27	32		12	492
Bongolava	14		2	16	31			31				1		1			49
Itasy	20	3	5	28	52	2	17	71	2		2					1	102
Vakinankaratra	48	3	10	61	93		43	136	3		3	1	4	5	1	2	208
DIANA	38	1	3	42	60	1	17	78	2		2	1	3	4	0	1	127
SAVA	48		1	49	78	1	8	85	0	1	1	2	2	4	1		140
Haute Matsiatra	19		10	29	100		25	125	3		3		2	2	0	1	160
Amoron'i Mania	55	4		59	52		2	54	2		2		1	1	1		117
Atsimo Atsinanana	25	5	4	34	78	7	3	86	3		3	1	2	3	1		127
Ihorombe	10		7	17	28		2	28	1		1	1	1	2	1		49
Vatovavy Fitovinany	36	11	13	60	126	8	7	141	2	1	3	3	1	4	1		209
Boeny	24	4	3	31	57		15	72	2	1	3	2	6	8	0	2	116
Betsiboka	16	2		18	35			35	1		1	1		1	1		56
Melaky	16	5	1	22	22	4	6	32	3		3	1		1	1		59
Sofia	80	12	7	99	94	6	6	106	6	1	7		3	3	1		216
Atsinanana	72	11	2	85	90	2	19	111	3		3	2	3	5	0	1	205
Alaotra Mangoro	62	2	17	81	79	2	18	99	1		1	3		3	1		185
Analanjiroro	42	12		54	64	3		67	2		2	3		3	1		127
Atsimo Andrefana	61	10	16	87	109	3	26	138	7		7	1	3	4	0	1	237
Androy	23		6	29	47	1		48	3		3				1		81
Anosy	12	1	10	23	63	1	6	70	2		2		2	2	1		98
Menabe	32	4		36	52	2	4	58	3		3	1	1	2	1		100
TOTAL PAYS	804	91	121	1 016	1 570	44	444	2 058	56	4	60	29	61	90	16	20	3 260

Source : Annuaire MINSAT 2012

Concernant les infrastructures sanitaires, d'une façon globale, on a enregistré les plus grands nombres dans la région d'Analamanga puis dans la région Atsimo Andrefana avec 492

et 237 installations. D'une manière spécifique, à propos du CSB I, c'est la région Sofia qui dispose l'effectif très élevé avec 99 CSBI et après la région Analamanga qui en a 56 nombres. Ce centre est par contre peu nombreux dans les régions de Bongolava et Ihorombe : 16 pour la première et 17 pour la deuxième. Quant au CSB II, ce sont les régions d'Analamanga et Atsimo Andrefana qui en possèdent beaucoup, on y compte 387 et 138 CSBII. Les effectifs très réduits sont encore affichés dans les régions de Bongolava et d'Ihorombe ; l'une en dispose 31 et l'autre 28. Pour le CHRD1, on a retenu que ce sont les régions Sofia et Atsimo Andrefana qui en ont les effectifs les plus élevés avec 7 nombre pour chacune. La région Bongolava n'en dispose pas. Pour le CHRD2, c'est la région Analamanga qui en a le plus grand nombre avec 32 CHRD, les régions d'Itasy et d'Androy n'en disposent pas.

CHAPITRE III : PARAMETRES CONDITIONNANT LA QUALITE DES PROJETS INFRASTRUCTURELS

Antérieurement, nous avons pu constater qu'à Madagascar les infrastructures demeurent encore un handicap majeur. Ainsi, la mise en œuvre des projets infrastructurels devrait être renforcée pour combler la défaillance. Mais pour que les projets entrepris soient fructueux et ne présente pas les même échecs comme les quelques projets infrastructurels déjà initiés dans la grande île, des paramètres devraient être respectés.

Section 1 : Appropriation des infrastructures par la localité

L'appropriation correspondant à la condition de la pérennisation de l'infrastructure repose surtout sur l'implication de la population concernée par le projet. L'implication des bénéficiaires dépend de la démarche stratégique adoptée durant les phases des actions entreprises' est- à dire de la conciliation de l'infrastructure à leurs attentes et leurs contributions dans la réalisation du projet. « Il convient que les décideurs puissent dialoguer avec la communauté des habitants ou des résidents pour définir avec eux la nature exacte des infrastructures qui peuvent être créées - ce qui est aussi une garantie pour leur rentabilité sociale et financière ultérieure, et pour décider avec eux, moyennant quels apports extérieurs en financement ou en matériel ils participeront à leur mise en œuvre »¹⁶.

1. Conciliation de l'infrastructure aux attentes de la population locale

Les infrastructures sont nombreuses mais les besoins sont différents selon les zones et les activités exercées au niveau de la localité. Pour assurer qu'elles apportent l'avantage maximum et pour qu'elles soient entretenues et pérennes, on doit les concilier avec les attentes des bénéficiaires. Par conséquent, c'est impératif de consulter la population et les différentes couches touchées et ciblées par les actions infrastructurelles initiées. Les responsables au niveau local et/ou central ainsi que les initiateurs de développement doivent éviter d'exécuter des projets d'infrastructure sans la confrontation des groupes visés. Ils doivent les interroger sur les infrastructures qu'ils estiment être priorisées et utiles pour la réalisation de leurs métiers, l'amélioration de la qualité de vie et de leur bien être. En fait, les dirigeants pourraient avoir des idées et des suppositions sur les infrastructures à installer par rapport à leurs connaissances et leurs observations ; mais ces perceptions pourraient s'opposer totalement à celles des habitants. « Les agents de développement ne devraient pas venir avec des recettes toutes faites ; ils devraient être à l'écoute des villageois. En même temps ils

¹⁶ OCDE « Décentralisation et infrastructure locale au Mexique » 1998

devraient stimuler la réflexion entre les villageois car chacun pourrait par ses connaissances et ses idées, enrichir la réflexion et la recherche des solutions ». ¹⁷

Des cas se présentent quand une infrastructure installée ne correspond pas aux aspirations populaires. En premier lieu, c'est un gaspillage d'argent, elle est mise en place mais comme ce n'est pas utile pour la majorité de la population, elle est faiblement utilisée ou bien elle n'est jamais utilisée. Elle se détériore en place et devient rouillée. Bref, on avait fait un énorme investissement mais elle n'offre presque pas d'avantages ; les intérêts tirés n'existent pas ou ils sont très limités. En second lieu, le sentiment d'appartenance de la population sur le bien est absent. La mise en place des infrastructures doit être succédée par l'adoption des chartes de responsabilité.

2. Contribution des populations bénéficiaires au projet d'infrastructure

Les résultats des actions entreprises sans la participation des populations bénéficiaires sont fâcheux et médiocres. La mise en œuvre des projets de développement gratuits entraîne une forte dépendance empêchant l'autonomie et la responsabilisation effectives des communautés et des groupes cibles. L'apport des bénéficiaires demeure toujours une conditionnalité à exiger pour assurer qu'ils poursuivent les efforts déployés et les objectifs fixés par l'initiateur du projet.

Ainsi, la réalisation des projets infrastructurels doit être marquée par la participation des usagers si l'on cherche à promouvoir le développement. L'origine des obstacles au changement relève parfois en partie de la mise à la disposition gratuite des infrastructures à la communauté ou aux usagers qui engendre le manque de motivation, de rigueur, et de persévérance aux bénéficiaires du projet. Les aptitudes et les aises sont absentes quand les bénéficiaires n'ont pas dépensé de fortune et dispensé des efforts pour obtenir leurs besoins. La situation d'assistanat est favorisée et les groupes visés par le projet ne pourraient jamais prendre en charge leur propre développement si l'on ne suscite pas le sens de leur responsabilité par leur participation aux actions infrastructurelles entreprises.

La contribution des ces bénéficiaires peut se faire sous- différentes formes : contribution financière, contribution en nature, contribution technique.

Contribution financière : Selon les sommes nécessaires pour la réalisation ou la construction de l'infrastructure, on fixera obligatoirement la part ou le pourcentage des recettes à la charge des populations concernées par le projet. Cet apport financier ne doit pas

¹⁷ Réseau Africain sur les approches participatives « Participation villageoise au développement rural », 1991

être décidé seul par les responsables mais doit être discuté en groupe en fonction du pouvoir de participation des intéressés. Toutefois, cette forme de participation est soumise par une description complète de toutes les dépenses à effectuer pour l'exécution des travaux c'est-à-dire il est impératif de procéder à l'établissement de devis détaillé des matériaux nécessaires et à la détermination des activités à accomplir. L'idée c'est de poser un climat de confiance vis-à-vis des payeurs quant à l'utilisation de l'argent. Par ailleurs, durant l'exécution, il revient également au responsable de faire un compte rendu régulier aux bénéficiaires participants concernant l'évolution de l'activité et les dépenses réalisées. La transparence dans la gestion financière et la redevabilité des responsables sont des critères conditionnant la participation de la population aux actions de développement.

Contribution en nature : Ce sont les bénéficiaires qui prennent en charge partiellement ou totalement les ressources matérielles nécessaires pour la construction de l'infrastructure envisagée. L'adoption de cette forme de participation offre particulièrement des avantages dans la réalisation des travaux d'infrastructure. Premièrement, elle permet d'assurer la participation élevée des bénéficiaires au projet à entreprendre. En fait, pour la plus part du temps, les matériaux utilisés pour la construction sont souvent des produits fabriqués, manufacturés, ou possédés par ces cibles et ils n'ont pas donc des difficultés dans la dotation de leurs parts. Deuxièmement, les coûts consacrés au transport matériel diminuent puisque l'approvisionnement est en place, n'ayant pas donc besoin de déplacement éloigné. Troisièmement, les bénéficiaires sont plus motivés à apporter leurs soutiens aux actions car les risques de détournement sont moindres. Cependant le risque pour cette forme de contribution, c'est que les produits octroyés par chaque individu soient hétérogènes en termes de qualité et de grandeur. Pour éviter donc ce problème, il faut déterminer préalablement un modèle standard pour chaque élément à acquérir auprès des bénéficiaires.

Contribution physique : Dans cette forme de contribution, ce sont les populations concernées qui assument le rôle de main d'œuvre pour réaliser les travaux de construction. Ce sont les ressources humaines locales qui sont mobilisées pour subvenir à leurs propres besoins en infrastructure. Ils utilisent leurs forces et déploient leurs efforts pour arriver à obtenir leurs attentes mais en même temps en contre partie ils sont payés en guise des services fournis. Le système HIMO est la pratique la plus courante pour cette forme de contribution. Ce système permet de donner temporairement un emploi à la population, d'entretenir leur sentiment d'appartenance et de renforcer leur sens de responsabilité.

Section 2: Capacité de gestion locale et viabilité économique

Il est indispensable de tenir compte de la capacité de gestion locale et de la rentabilité économique des projets infrastructurels envisagés. « La capacité de gestion des institutions locales sur le projet/programme à réaliser doit être prise en compte pour assurer qu'elles puissent continuer à fournir les services au-delà de la période du financement par le bailleur de fond .Il faut également garantir que les avantages additionnels du projet/programme dépassent ses coûts et le projet représente un investissement viable à long terme »¹⁸.

1. Capacité de gestion locale

Pour assurer la gestion post-investissement, avant de mettre en place des infrastructures, on doit prendre en compte que la localité ciblée dispose les ressources financières et humaines nécessaires au fonctionnement.

Sur le plan financier : Avant l'exécution des travaux de réalisation des projets d'infrastructure, c'est impératif de mener une étude sur la capacité financière post-investissement local afin de garantir que les infrastructures soient toujours fonctionnelles, bien entretenues et qu'elles puissent constituer réellement un outil de promotion de développement économique et social. Il y a lieu d'analyser la situation du système fiscal et les autres revenus de l'administration si le fond pour l'entretien et le fonctionnement de l'installation relève aux collectivités locales car ce sont les moyens potentiels qui garantissent l'accomplissement de ces charges. S'il revient aux usagers et aux bénéficiaires, on devra définir et convenir antérieurement avec eux le mode d'alimentation de la caisse collective pour la gestion de l'infrastructure c'est -à- dire le montant forfaitaire versé par chaque usager et la fréquence périodique de cette cotisation. Des mesures d'accompagnement doit être adoptées communément pour assurer la continuité du mécanisme de financement de cette caisse : création de compte, cahier d'enregistrement des dépenses, des règlements.

Sur le plan personnel : Avant de mettre en place les infrastructures, il faut tenir compte de la disponibilité des ressources humaines qui se chargent du fonctionnement et de la gestion post-investissement. On doit s'assurer que la localité dispose des personnels suffisants, adéquats, et ayant des qualifications correspondantes pour les infrastructures à mettre en place. Ce processus est très indispensable car il permet de garantir et de mesurer la viabilité, l'efficacité, la continuité, la pérennisation des installations projetées. Pourtant, si l'entretien ou la gestion ne demande pas des spécialisations particulières et des qualifications

¹⁸Commission Européenne « Manuel de gestion du cycle de projet » Mars 2001

en diplôme précises, c'est envisageable d'organiser des séances de formation pour former des techniciens locaux qui s'occupent de la prise en charge après projet.

A cet effet, au niveau local, les initiatives concernant les projets d'infrastructures de services de bases comme les écoles et les centres de santé doivent toujours être soutenues et avoir l'approbation des services déconcentrés de l'Etat. On doit préalablement porter devant les CISO et les DREN de la circonscription locale les projets relatifs à l'implantation d'infrastructures scolaires afin d'obtenir leur engagement sur un appui du point de vue de personnel enseignant et en formation. Même topo pour les installations sanitaires, l'aval des directions générales de santé doit être sollicité pour assurer la disponibilité des personnels de santé.

2. Rentabilité économique

Le choix des infrastructures à installer au niveau d'une localité devrait toujours reposer sur la valorisation des potentialités qu'elle dispose. Prime à bord, il y a lieu d'identifier les filières économiques porteuses et favorables susceptibles de produire des effets d'entraînement intéressants pour la communauté concernée. En l'occurrence, il s'agit d'appuyer matériellement le développement des secteurs clés caractérisant la dynamique locale. Les infrastructures réalisées au sein d'un territoire donné doivent être cohérentes et adaptées avec les richesses et les atouts qu'il abrite afin de les transformer comme des moyens de subsistance, de source de devises et des recettes fiscales, de générateur de revenu de créateurs d'emploi, de potentialité attirant les investisseurs et les opérateurs économiques. Ces infrastructures doivent ainsi avoir des influences positives sur le volume de production des domaines d'activités. Elles doivent favoriser et faciliter la commercialisation des produits à l'échelle locale, régionale, nationale et même internationale. Elles doivent permettre l'exploitation maximale des forces synergiques pour la satisfaction des besoins de la population et le développement économique de la zone touchée par le projet.

Section 3: Cohérence écologique et acceptabilité sociale

On doit assurer la cohérence écologique et l'acceptabilité sociale des projets infrastructurels« Quand un médecin veut guérir un malade, il doit connaître ses conditions de vie et analyser pourquoi il est malade avant de prescrire des médicaments. Il est également indispensable que le praticien du développement connaisse l'environnement de son intervention. La connaissance des contraintes et des potentialités du milieu ainsi que la

prise en compte des réalités physiques et socio-économiques doivent permettre de trouver des mesures, des décisions et des solutions appropriées »¹⁹.

1. Cohérence écologique

En premier lieu, une analyse des diverses composantes du milieu biophysique doit être conduite surtout en cas de mise en œuvre de grand projet d'infrastructure. D'abord, il convient de déterminer les caractéristiques du sol où l'infrastructure va s'implanter c'est-à-dire sa structure et sa texture, son comportement face aux menaces d'érosion, sa topographie, sa salinité. La connaissance de tous ces détails permet d'assurer la réalisation d'une infrastructure durable construite sur un terrain fort qui ne présente pas de risque d'éboulement ni de danger pour l'utilisateur. Elle va permettre aussi aux responsables de prendre des mesures de précaution par l'adoption des plans d'urgence ou de mise en place des systèmes de support pour éviter les situations imprévues et les accidents indésirables. De ce fait, avant de mettre en œuvre des projets infrastructurels de grande envergure, c'est strictement recommandé de faire intervenir des spécialistes sur l'étude topographique.

Ensuite, c'est vraiment indispensable aussi d'identifier le climat du lieu d'implantation du projet d'infrastructure : le vent, la pluviométrie, les phénomènes extrêmes comme les cyclones et la sécheresse, la saison et la température... Ceci étend, on doit tenir compte de la spécificité et la diversité climatique de chaque localité et adapter par la suite les ressources matérielles utilisées en fonction de la sensibilité de la région afin d'effectuer des travaux résistants aux circonstances temporelles.

Par ailleurs on doit voir également la biodiversité de la communauté concernée par le projet d'infrastructure. Il s'agit d'appréhender les ressources faunistiques, floristiques et écosystémique de la zone avec chacune de leur densité, habitat, endémicité, menace, répartition. En effet, la mise en place des infrastructures nécessitent parfois le déboisement d'une certaine superficie conduisant à l'extinction des animaux. Pourtant, avant de procéder à cette démarche, on doit confirmer qu'elle ne porte pas atteinte à l'intégrité du système écologique, elle ne constitue pas une menace sur les espèces endémiques rares ou déjà en danger, elle ne provoque pas un changement fâcheux de la chaîne alimentaire. On doit vérifier que la surface à acquérir et à occuper ne fait pas partie des zones protégées qui ont une grande importance sur le plan environnemental ou une zone sensible ou une surface réservée à un objectif particulier.

¹⁹ Réseau Africain sur les approches participatives, Participation villageoise au développement rural, 1999, Institut Royal des Tropiques

2. Acceptabilité sociale

La réalisation des projets d'Infrastructure doit être précédée d'une analyse socioculturelle de la localité touchée. Premièrement, il faudrait découvrir les Us et Coutumes qui y sont pratiqués. Cela consiste à préciser les croyances, les tabous, les identités, les sites historiques ou sacrés qui constituent les valeurs morales et les perceptions de la population. En fait, parfois, l'existence de ces aspects constitue des barrières dans l'exécution des différentes phases ainsi que la réalisation des finalités et des objectifs des projets infrastructurels. Il y a des infrastructures indispensables qui sont considérées comme tabous, non- conformes aux valeurs morales au sein d'une société de certaine région car elles sont perçues comme source de malédiction et de malheur. La mise en place des infrastructures est susceptible d'apporter des nouvelles modes de vie et des habitudes pour l'ensemble des membres de la société. Chaque cible a sa propre perception, sa manière de voir et de juger, sa préoccupation et ses doutes sur les intérêts ou les inconvénients présentés par les actions à mettre en œuvre. Ces changements initiés provoquent souvent des impacts psychosociologiques négatifs des groupes visés et ils deviennent réticents et ont un sentiment de rejet. L'implication et l'adhésion massive des groupes cibles dans la gestion post-investissement de ces projets se trouvent donc bloquées. Pourtant la réussite du projet repose sur l'engagement des bénéficiaires. Afin d'éviter ces échecs, des approches diverses doivent être menées avant d'introduire et faire les démarches de la mise en œuvre de projet au sein de ces communautés : séances de sensibilisation, IEC, CCC.

Du point de vue socioculturel, on doit par ailleurs identifier les organisations et les hiérarchies sociales existantes au niveau de la vie communautaire des lieux d'exécution. Des localités disposent des autorités traditionnelles constituant une structure à la tête de chaque lignée. La mobilisation et l'appui de ces leaders coutumiers sont très cruciaux dans le cadre de la réussite des projets infrastructurels initiés vu qu'ils sont très influents dans leurs communautés respectives. Ce sont des personnes respectées, considérées comme les rois des rois qui a le pouvoir de décision. Ils peuvent contribuer à lever les interdictions socioculturelles comme la perception négative concernant l'éducation féminine...

Conclusion partielle : Cette première partie a été une occasion pour soulever l'importance des infrastructures dans le développement. Il a été révélé également que pour Madagascar le réseau infrastructurel reste encore faible. Ces difficultés présentent certainement des impacts négatifs dans l'économie et la vie sociale ; c'est ce qui va être décortiqué dans la partie suivante. L'analyse sera axée vers une échelle réduite : commune rurale de Kianjavato.

PARTIE II : RESULTATS ET DISCUSSIONS

Dans cette deuxième partie, les résultats de toutes les recherches menées auprès de la zone d'études seront présentés et analysés. Elle consiste à montrer les facteurs de blocage de réalisation de l'infrastructure de la localité et à soulever les impacts socio-économiques de la défaillance infrastructurelle au niveau de la commune rurale de Kianjavato.

CHAPITRE I: PRESENTATION DE LA ZONE D'ETUDE

Avant d'entamer l'analyse, il importe de présenter la zone d'étude pour avoir des aperçus généraux sur la communauté et pour mieux cerner tous les contextes consécutifs à évoquer.

Section 1 : Situation géographique, administrative et démographique de la commune rurale de Kianjavato

1. Situation géographique de la commune

La commune rurale de Kianjavato figure parmi les 25 communes du district de Mananjary dans la région Vatovavy Fitovinany. La région de Vatovavy se trouve dans la partie moyenne ouest de Madagascar, elle couvre une superficie de 20.153 km² et représente 3,41% de la superficie de Madagascar. La commune se situe à 75 km de Mananjary, chef lieu du district et à 125km de Manakara, chef lieu de la région. Il est traversé par la RN 25. Elle est délimitée au Nord par les communes rurales de Manakana et Ambalahosy Nord, au Sud par la commune rurale d'Andonabe, à l'Est par les communes d'Ambohimiarina II et d'Antsenavolo, à l'Ouest par la commune d'Antaretra Distict d'Ifanadiana.

Figure 1 : Carte de la commune rurale de Kianjavato



2 .Cadre administratif

La commune s'étend sur une superficie de 75km². Elle est constituée par 9 fokontany qui se répartissent comme suit :

Tableau 3 : Liste des fokontany de la commune, distance et orientation

N°	Nom du Fkt	Orient ation	Distance (km)	Superficie km ²	Village composant le FKT
1	Kianjavato	Centre	0	13,8	
2	Ambodibonary	Est	1,5	10	Ambodinbonary
3	Fotobohitra	Ouest	3	16	Fotobohitra
4	Ambohitsara	Ouest	7	28	Ambohitsara Morarano Antambohobe
5	Ambalahosy Sud	Est	3	18	Manakana Sud Ambalahosy
6	Ambolotara	Est	7	24	Ambolotara Ambodivoangy Safoindrano II Ambinany Lalangy Vitanona
7	Ambodifandramana na	Est	9	9	Ambodifandramanana Tanambao Besakay
8	Vohipotsy	Nord- Est	15	8	Vohipotsy
9	Ankosibe	Sud- Ouest	15	8	Ankosibe Ambohitsara

Source :CR Kianjavato

3. Situation démographique

Tableau 4: Répartition de la population par fokontany par âge en 2009

N °	FKT	0-5	6-10	11-17	18-60	+60	Total	Nombre ménage	Taille ménage
1	Kianjavato	405	454	543	475	90	1967	224	8,78
2	Ambodiboanary	193	243	192	336	80	1044	120	8,70
3	Fotobohitra	285	212	263	328	67	1155	126	9,17
4	Aambohitsara	201	372	258	309	67	1207	250	4,83
5	Ambalahosy Sud	199	256	275	337	92	1159	127	9,13
6	Ambolotara	216	396	343	504	90	1549	394	3,93
7	Ambodifandramanana	157	182	245	286	60	930	145	6,41
8	Vohipotsy	160	148	180	242	42	772	56	13,79
9	Ankosibe	186	199	226	283	50	944	112	8,43
1 0	TOTAL	2002	2462	2525	3100	438	10727	1554	6,90

Source : CR Kianjavato 2009

La population totale de la commune compte 10727 habitants en 2009, dont 4965 hommes et 5762 femmes réparties dans quelques 1554 ménages. Environ 90% des ménages sont dans le secteur agricole, 3% dans le secteur commercial et 7% dans le secteur minier, métallurgie légère, briqueterie et artisanat. La taille moyenne du ménage est de 6,9 personnes avec une densité moyenne de 143 habitants au km². Le taux d'accroissement démographique est de l'ordre 1,37% inférieur à celui admis pour l'ensemble du pays (2,8%) ; ce qui n'est pas du tout fiable à cause de non déclaration de naissance et de mortalité, on a constaté que plusieurs jeunes ne possèdent pas de copie d'acte de naissance. On estime donc que la population de la commune compte environ 11.462 actuellement par ce taux d'accroissement.

SECTION 2 : Ressources de la commune Rurale de Kianjavato

1. Ressources naturelles

- **Climat**

La commune rurale de Kianjavato est une zone de basse altitude. Le climat de la région est de type tropical chaud et humide de basse altitude avec une courte saison fraîche, allant du mois de juin au mois d'Août. Il pleut presque tous les mois. Le climat est :

- Chaud et sec : Octobre-Décembre

- Très chaud et très pluvieux : Janvier –Mars
- Frais et humide : Avril-Juin
- Froid et Sec : Juillet-septembre

- **Sol**

On distingue différents types de sols : sur les hauts reliefs dominant des sols ferrallitiques rajeunis mais très fragiles, riches en humus sous forêt, favorables à une mise en valeur plus ponctué. Les sols des hautes et moyennes collines sont ferrallitiques, composés de minéraux érodés et dégradés. Les sols d'apports alluviaux de basses collines et de niveaux d'aplanissement côtier présentent une texture très riche. Les bas fonds, généralement inondés sont caractérisés par des sols hydro morphes tourbeux et faiblement minéralisés formés par des marécages aménageables en rizières. Par estimation 65% des terrains sont cultivables et les 45% cultivés.

- **Relief**

Le relief est constitué de montagnes et de collines à fortes pentes. Les reliefs accidentés dominant, portant des forêts secondaires en dégradation si non des lambeaux forestiers en disparition. Des rochers et des forêts naturelles se trouvent aux parties supérieures des montagnes de certaines zones et surtout dans la partie Nord de la commune. Les bassins versants (tanety) sont cultivés par de bananiers et de cultures vivrières. Les bas de pente sont couverts d'arbres fruitiers.

- **Foresterie**

Il existe 4 parcelles de forêts naturelles caractérisant la commune : Sangasanga, Ambatovaky, Vatovavy et Tsiazompanahy.

La commune rurale de Kianjavato abrite des ressources faunistiques et floristiques endémiques de différentes sortes sous- exploitées. Exceptionnellement, des biodiversités spécifiques sont localisées dans la forêt « Sangasanga » de la station de Recherche « FO.FI.FA » qui s'étend sur une superficie de 120 ha de forêt primaire. C'est un lieu sanctuaire des espèces autochtones telles que les lémuriens, chauve-souris, caméléons, grenouilles, « varika ». Particulièrement, le « varika » connu du nom scientifique *fulvus rufus* est un de primate qui ne peut être trouvé nulle part que dans cette région. Cet espace est doté aussi de plusieurs parcelles de jatropha, poivrier, vanille et divers hybrides. Par ailleurs, une surface importante concerne la collection de caféiers occupant une surface de 30ha. Elle est constituée de 3700 arbres représentant 170 populations ; 150 d'entre elles correspondent à 48 espèces toutes endémiques des forêts sèches ou humides du nord-ouest au sud-est de la grande île. Ce sont toutes des richesses qui pourraient intéresser les touristes.

- **Richesse en eau**

La commune est traversée par 2 cours d'eau : le cours d'eau du Fokontany Fotobohitra qui passe au niveau des 4 fokontany : Fotobohitra, Kianjavato, Ambalahosy, avant de se déboucher vers la commune rurale d'Ambalahosy Nord ; le cours d'eau de Lalangy qui passe au niveau du FKT d'Ambalahosy. Il existe aussi des chutes d'eau exploitables pour la production d'électricité et pour les loisirs : chute d'Andranomangatsiaka , de Lalangy et d'Andranomangoro.

2. Ressources économiques

2.1. Agriculture

La commune de Kianjavato est très réputée aux cultures de rente en particulier le café. Les cultures fruitières prédominent également surtout la banane et le litchi. Toutefois les cultures vivrières telles que le riz, le manioc représentent toujours une part importante. La production annuelle se présente comme suit :

Tableau 5 : Production annuelle de la commune :

TYPE DE CULTURE	TYPE DE PRODUITS	CULTURE SUPERFICIE EN HA	RENDEMENT TONNE / HA	PRODUCTION EN TONNE
Culture vivrière	Manioc	450	8- 10	4000
	Riz irrigué	580	1-1,5	750
	Riz pluvial	650	0,5- 2	1100
Culture de rente	Café	100	0,5- 1	78
	Canne à sucre			67
Fruits	Banane	60	200	12000
	Litchis	15	60	900

Source : CR Kianjavato, 2014

La tendance générale de la production est à la baisse, si non en stagnation pour l'ensemble des cultures. Les cultures vivrières sont généralement réservées à la subsistance des ménages. L'évolution de la production rizicole n'a pas suivi le rythme de la croissance démographique. Il y a encore un déficit en riz comblé par le manioc et les autres fruits l'ampalibe, les fruits à pain...

Le café, la banane et le litchi constituent les principales sources de revenu des ménages c'est-à-dire que ce sont les produits dominants consacrés à la commercialisation pour la grande partie des ménages. Ils sont vendus aux collecteurs. Pour le café, les

débouchés sont Antananarivo et Antsirabe. La banane aussi est destinée à l'approvisionnement de ces deux lieux. Le letchi est exporté vers Fianarantsoa, Ambohimahaso, Tuléar, Ambohimaso et Ambalavao . La culture maraîchère est moins valorisée et même presque non- pratiquée au niveau de la commune malgré son importance pour les ménages ; elle dépend en grande partie de Fianarantsoa pour l'approvisionnement en ce type de produit.

2.2. Elevage

A propos de l'élevage, c'est l'élevage extensif qui est le plus pratiqué : d'élevage bovin, porcin, et avicole. L'élevage de chèvre est tabou. En 2009, la commune a recensé plus de 150 têtes de bovidés. En général, les éleveurs n'ont pas l'habitude d'élever les bovins dans le bût de produire du lait. Ce type d'élevage se heurte à un problème de pâturage dont la qualité est de plus en plus médiocre sur Tanety et les surfaces érodés. Le nombre du cheptel porcin est de l'ordre de 60. La fonction économique du zébu se limite essentiellement aux travaux rizicoles et à son statut d'épargne sur pied. L'aviculture concerne essentiellement les poules et les canards. L'existence des maladies ravage les bétails et les volailles ; l'élevage est peu pratiqué par les ménages pour avoir de revenu.

2.3. Artisanat

L'artisanat de la commune est dominé par la vannerie, la briqueterie et la métallurgie légère.

2.4. Ressources minières

En termes de potentialité, la commune dispose de ressources minières diversifiées

- Pierres industrielles : quartz, cristal
- Pierre précieuses : or, corindon

La population locale qui exerce le métier d'extraction minière est majoritairement illégale.

Section 3 : Infrastructures socio-économiques de la commune

1. Infrastructure hydraulique et infrastructure routière

➤ Infrastructure hydraulique

Comme on l'a indiqué, la commune possède de cours d'eau et de chute exploitables. L'accès à l'eau potable est atteint depuis l'année 2010 avec le projet de mise en place de borne fontaine initié par le PAMOLEA²⁰ au niveau des 9 fokontany existants. Les eaux

²⁰Organisme œuvrant pour l'Adduction en Eau Potable

courantes ont été déviées et filtrées pour approvisionner les ménages. Actuellement, 46 bornes fontaines sont réparties au niveau de ces fokontany.

Concernant l'approvisionnement en eau des surfaces rizicoles de la commune, il est à souligner que 90% des barrages assurant l'irrigation des quelques 500 Ha exploités sont non-performants. La plupart ont été construits de façon précaire : assemblages de ciments, sables et moellons adaptés à la disponibilité financière des agriculteurs et réalisés par des travaux d'organisation collective. Durant la période pluviale, la majorité est transportée par le courant d'eau. Pour l'ensemble, la dernière mise en place des barrages de bonne condition remonte déjà en 1981 et depuis ce temps il n'y avait jamais eu d'entretien ferme.

➤ **Infrastructure routière**

La commune rurale de Kianjavato est traversée par la RN 25, c'est la route reliant la commune à son chef lieu de District « Mananjary » et le chef de lieu de région « Manakara ». Parmi les 9 fokontany au niveau de la commune rurale de Kianjavato, 7 chefs lieux d'entre eux exceptés les chefs lieux des fokontany « Ankosibe et Vohipotsy » sont contigües à cette route nationale. Elle est en bonne condition, facilitant la circulation et la communication au sein de ces endroits. Les deux fokontany « Ankosibe et Vohipotsy » n'ont pas de réseau routier. Par ailleurs, il existe aussi des routes en terres reliant quelques villages à leur chef lieu de Fokontany et les localités voisines. Au total, elles mesurent environ 30 km qui sont tous praticables toute l'année. Mais deux villages : « Ambinany Lalangy et Vitanona » ne disposent pas de route pour se circuler mais ils utilisent uniquement des pistes pour se communiquer avec leur chef lieux de fokontany et les autres endroits.

Bref, au niveau de la commune deux fokontany et deux villages ne disposent pas de réseaux routiers.

2. Infrastructure électrique et infrastructure marchande

➤ **Infrastructure électrique**

La commune rurale de Kianjavato n'est pas encore électrifiée. Depuis l'année 2008, les panneaux solaires ont été introduits et utilisés pour avoir la source d'électrification mais ce système n'est pas adapté au climat local souvent humide et pluvieux. Ainsi, la captation de l'énergie est difficile durant ces saisons apportant une intensité très faible et insuffisante pour faire fonctionner les appareils. En outre, un fort pourcentage des ménages estimés environ à 93% ne dispose pas de moyens financiers pour acheter ces matériels et leurs accessoires. Ce n'est pas pratique et accessible à tous les individus, si bien que la majorité des ménages utilisent le pétrole, la torche comme source d'éclairage.

➤ **Infrastructure marchande**

Un marché a été mis en place au niveau du chef lieu de la commune. Il est composé de pavillons et de places. Les pavillons mesurent autour de 250m² et sont munis d'une dizaine de tables en béton. Les pavillons ne suffisent pas pour accueillir tous les marchands si bien que certains étalent leurs marchandises à même le sol ou bien sur des planches. Le jour du grand marché se tient tous les dimanches mais il en existe aussi durant les jours ouvrables. Les transactions se portent essentiellement sur les produits de première nécessité et sur les effets vestimentaires comme les friperies et les confections.

Les infrastructures marchandes permettant aux producteurs locaux de faciliter la commercialisation de leurs produits agricoles et d'effectuer des ventes en groupe n'existent pas au niveau de la commune.

3. Infrastructure scolaire et infrastructure sanitaire

➤ **Infrastructures scolaire**

Au niveau de la commune rurale de Kianjavato, il existe 12 EPP, 1CEG, 1 école privée mais elle ne dispose pas de lycée.

Les 12 EPP sont réparties dans les 9 fokontany et quelques villages de la commune. Le tableau suivant récapitule les informations saillantes concernant les EPP :

Tableau 6: Nombre des salles de classe des EPP au niveau de la commune

N°	Localité	Etat	Nombre salle	Classes existantes
1	EPP Kianjavato	Moyen	6	CP1-CP2- CE-CM1-CM2
2	EPP Ambohitsara	Bon	5	CP1-CP2- CE-CM1-CM2
3	EPP Fotobohitra	Moyen	4	CP1-CP2- CE-CM1-CM2
4	EPP Ambodibonary	Bon	3	CP1-CP2- CE-CM1-CM2
5	EPP Ambalahosy Sud	Bon	4	CP1-CP2- CE-CM1-CM2
6	EPP Manakana Sud	Mauvais	2	CP1-CP2- CE-CM1- CM2
7	EPP Ambolotara	Moyen	4	CP1-CP2- CE-CM1-CM2
8	EPP Vitanona	Mauvais	2	CP1-CP2- CE
9	EPP Tanambao Besakay	Mauvais	2	CP1-CP2- CE
10	EPP Vohipotsy	Mauvais	2	CP1-CP2- CE
11	EPP Ankosibe	Mauvais	2	CP1-CP2- CE
12	EPP Safoindrano	Mauvais	1	CP1-CP2- CE

Source : Enquête personnelle

D'après le tableau, parmi les 12 EPP existantes au sein de la commune de Kianjavato 6 d'entre elles sont en mauvais état : celles de Vitanona, Tanambao Besakay ,Vohipotsy, Ankosibe et Safoindrano sont construites avec des matériels non-solides, précaires et inadaptés. Par ailleurs, ces 5 établissements affrontent un obstacle majeur en matière

d'insuffisance de salle de classe et d'instituteurs. Ils ne peuvent accueillir que les niveaux CP1, CP2, et CE. Les 7 autres installations sont tous en condition plus ou moins acceptables.

Concernant le CEG ; cet établissement est équipé de 8 salles de classe réparties dans 4 bâtiments différents. Un bâtiment en dur à 3 salles en bon état, un bâtiment en bois à 2 salles en moyen état, un bâtiment à une salle semi-dure en moyen état, un autre bâtiment en dur à 2salles en bon état. Il comporte les niveaux 6^{ème} jusqu'en 3^{ème}. Le niveau 6^{ème} est constitué de 3 classes parallèles, et les niveaux 5^{èmes}, 4^{ème}, 3^{ème} sont composés de 2 classes parallèles chacun.

A propos de l'école privée dénommée: « ST Dominique Savio », ellecomporte le niveau primaire et la classe de 6ème. Elle est équipée de 8 salles de classes en bon état.

Pourtant, il est à souligner que cette école privée et le CEG sont insuffisants et très éloignés pour accueillir toutes les élèves décrochant le diplôme du CEPE au niveau de toutes les EPP au sein de la commune. Ils sont évalués de 200 à 250 enfantschaque année.

➤ **Infrastructure sanitaire**

Un CSB II seulement assure les services de santé au niveau de la commune. Elle se localise au sein du chef lieu de la commune. Cette infrastructure est tenue par 3 personnels sanitaires dont un médecin et deux infirmières. Il n'y a ni docteur ni dispensaire ni dentisterie privés.

Cette unique installation est trop loin et insuffisante par rapport à l'étendue et l'ensemble de la population de la localité. Selon la déclaration de l'OMS : « un centre de santé de base aura à servir les habitants résidant dans un rayon de 5 km et il aura à assumer la prise en charge de 10.000 habitants »²¹. Il existe un écart important entre ces chiffres et la réalité actuelle au sein de la commune rurale de Kianjavato. En fait, ce CSBII s'occupe du soin des populations qui habitent à 15km de son lieu d'implantation et il prend en charge le soin sanitaire des habitants dépassant plus de 11.000.L'accès au soin est difficile surtout pour les fokontany et les villages qui n'ont pas de réseau routier.

²¹ D'après notre entretien avec un personnel sanitaire du MINSA

CHAPITRE II: ANALYSE DES FACTEURS DE BLOCAGE DE LA REALISATION DES

INFRASTRUCTURES DANS LA COMMUNE RURALE DE KIANJAVATO

En matière infrastructurelle, la commune connaît des retards en l'occurrence sur le barrage hydro-rizicole, la route, l'électrification, le marché, l'école et le centre de santé. Les impacts engendrés par ces lacunes sont très significatifs en termes socio-économiques ; ce qui a suscité notre intérêt dans ce chapitre de déterminer et de définir les facteurs qui engendrent les problèmes afin d'éviter leur persistance.

Section 1 : Facteurs institutionnels et organisationnels

1. Lacune de connaissance des autorités locales

Dans le cadre de l'application de la démocratie populaire, les dirigeants au niveau de la commune sont des élus de la population locale. Cela suppose qu'ils ne disposent pas tous nécessairement des capacités et des niveaux techniques de base en administration communautaire. Le choix des électeurs se concentre rarement autour de la conduite sociale des candidats ou de leurs capacités de faire des œuvres de bienfaisance par l'attribution des aides gratuites ou même de leurs relations avec ces personnes sans tenir compte réellement de la compétence. Une fois arrivée au pouvoir, c'est le développement en l'occurrence la réalisation des Infrastructures qui se trouve bloqué. Ceci étend, la plupart des responsables ont une difficulté dans l'organisation et la gestion de leurs circonscriptions.

Comme Madagascar est encore en voie de développement, la principale source de financement des grands projets locaux entre autres les projets infrastructurels relève de l'extérieur ou du partenaire technique et financier. Pour pouvoir bénéficier de ces soutiens financiers, d'abord c'est obligatoire d'établir au moins les logiques verticales et horizontales concernant les actions à entreprendre avec des langues généralement étrangères. Ceci constitue déjà un obstacle majeur pour la majorité de ces représentants du pouvoir étant vu que leurs niveaux d'études sont essentiellement inférieurs. Ensuite, le déblocage d'argent des bailleurs est soumis au remplissage des différents formulaires plutôt compliqués avec des démarches administratives. Toujours dans ce cadre de degré d'instruction, les partenaires financiers éprouvent une certaine méfiance vis-à-vis de ces personnels administratifs quant à la bonne gestion et à la gouvernance de ces moyens. Ainsi, le budget accordé est donc parfois très limité et consacré uniquement la plus part du temps à des

actions de lutte contre l'inégalité sociale profonde et de respect des droits fondamentaux mais non pour des travaux d'Infrastructure très marquant.

Le fait d'entreprendre des projets d'infrastructure pour le développement territorial nécessite des analyses et des procédures méthodiques qui sont pratiquement absents pour certains de ces administrateurs de base car aucun critère fiable n'est exigé pour les porteurs candidats mais on procède uniquement à la voie démocratique.

2. Absence de plateforme de réflexion

La démarche de réflexion collective est un processus qui permet de renforcer la dynamique locale. La participation sociale est une réalité importante et une véritable ressource pour la réalisation des infrastructures. Quand on se base sur la connaissance des contraintes et des potentialités du milieu et sur la prise en compte des réalités physiques et socio-économiques, cette tentative procure une meilleure chance de donner des appuis. Les dirigeants doivent promouvoir le dialogue social pour stimuler les communautés à réfléchir sur les conditions dans lesquelles elles vivent, et à analyser collectivement leurs problèmes, afin de définir ensemble des solutions appropriées. Entre autre, il s'agit de stimuler le sens de responsabilisation des citoyens. Le développement des aptitudes à agir renforce les opportunités et les capacités de faire et d'exprimer des choix et de transformer ces choix en actions et en résultats. L'aptitude des personnes à participer à la prestation de services et à la gouvernance locale n'est pas seulement déterminée par leurs ressources individuelles (argent, informations, compétences, etc.) mais aussi par le capital social qui fournit la base permettant à l'action collective de répondre à leurs préoccupations communes. A l'issue de la réflexion collective, des actions pourraient certainement être élaborées et planifiées. Bref, l'engagement d'une réflexion commune sur l'analyse des situations est vraiment vital pour assurer le renforcement de l'initiative notamment en matière d'infrastructure pour la relance de l'économie et la lutte contre l'inégalité sociale profonde.

3. Inexistence de Plan Communal pour le Développement

La commune Rurale de Kianjavato ne dispose pas de Plan Communal de Développement. Elle en avait élaboré dernièrement en 2004 mais actuellement même le document est perdu. Il manque cruellement de planification pour le développement du territoire, de l'infrastructure. Cette situation constitue un énorme blocage dans le cadre d'orientation politique et économique au niveau de cette localité.

En effet le PCD est un document faisant état de l'effectif, du pourcentage ainsi que de toutes les informations saillantes sur les plans démographiques, économiques, sociaux et environnementaux. Il donne un aperçu plus ou moins détaillé des atouts, des contraintes, et des menaces existant au niveau des communautés de base. La connaissance de tous ces points permet aux autorités locales et à la commune de faire des choix stratégiques urgents et prioritaires des actions à entreprendre selon la valorisation des ressources au niveau local. En plus, c'est aussi une sorte de document de référence, un objet de convention sociale entre administrateurs et administrés et un outil de négociation avec les partenaires. C'est un document de référence car il représente tous les projets infrastructurels programmés et priorisés durant une période donnée. Donc il pourra être utilisé pour apprécier les missions accomplies à partir de l'analyse des objectifs atteints en référence à ce qui ont été envisagés. Il est entre autre un outil de convention sociale car il peut obliger d'une manière indirecte les autorités à avoir des résultats de gestion en l'occurrence en aménagement. Les administrés peuvent faire des revendications dans le cas où il y a des prévisions infrastructurelles non-réalisés.

A cet égard, la Commune Rurale de Kianjavato est donc empêchée de concevoir et de programmer leur propre développement en infrastructure à cause de cette absence de PCD. Les analyses rétrospectives et prospectives sont en défaillance entraînant ainsi des problèmes et des freins de développement. Les infrastructures existantes se trouvent dépassées par le nombre et les besoins réels de la population, même les potentialités économiques dans la localité.

Section 2 : Facteur fiscal et financier

1. Problème Financier

Tableau 7: Budget communal de la commune rurale de Kianjavato 2014

DESIGNATION	Montant en ariary
Recettes	
Recettes propres de la commune	
Droits et taxes sur divers actes	3310000
Ristournes sur la vente des produits agricoles	700000
Ticket sur le marché	450000
Sous- total	4.460.000

Subvention	
Subvention de fonctionnement de l'Etat	
Subvention de l'Etat Civil	960000
CSB	1320000
EPP	
Sous-total	2.280.000
Total général recette	6.740.000
Dépenses de Fonctionnement	
-Salaire, indemnité, et autre dépense de personnel de la commune	5.700.000
-Fourniture de bureau, autre frais de fonctionnement	97.231
-Dépenses imprévues	200.000
Total général dépense	5997231
Solde	742.769

Source : CR Kianjavato

D'après le tableau, on peut constater qu'une grande partie des fonds de la commune est consacrée au fonctionnement, cette partie représente 89% des recettes. Les ressources financières sont majoritairement affectées aux dépenses de fonctionnement et celles allouées aux investissements sont très réduites : en 2014 le solde était uniquement 742.769ar.

En conséquence elle a d'une grande difficulté à réaliser des projets infrastructurels correctes et des objectifs de développement socio-économiques qui requièrent des sommes souvent élevées.

2. Faiblesse de recouvrement fiscal

Les recettes fiscales figurent parmi les ressources de la commune et la faiblesse du recouvrement de ces ressources contribue énormément à affecter d'une manière négative la capacité d'investissement et même de fonctionnement de la commune. L'administration fiscale au niveau de la Commune Rurale de Kianjavato ne s'éloigne pas du catalogue des administrations à Madagascar. On peut déduire que les écarts entre la réalisation et la prévision des impôts sont grands au niveau de la commune. Il existe des facteurs qui expliquent ces faits d'après les études que nous avons menées.

- D'une part, la majorité de la population ne dispose pas de moyens financiers pour payer leurs obligations fiscales. Les revenus touchés par les ménages sont très faibles et il ne reste plus de part disponible pour le règlement des affaires administratives. Leur souci et leur budget sont concentrés sur la nourriture quotidienne et sur la satisfaction des besoins fondamentaux de la famille.

- Par ailleurs, il y a des autres groupes de citoyen qui sont illettrés et analphabètes et ils ont des difficultés à remplir les imprimés et les formulaires à compléter pour régler le paiement des impôts et ils choisissent donc de s'échapper à la fiscalité. Ils sont gênés de demander la faveur des autres pour les accompagner à faire les démarches relatives à leurs devoirs. Ils ont des angoisses et éprouvent de la honte à cause de leur incapacité. Ils ont peur également d'être exploités du fait de leur ignorance.

- L'inexistence de base fiable utilisée par les communes pour le prélèvement des impôts et pour le contrôle de la déclaration des contribuables constitue également un facteur qui explique la faiblesse des recettes fiscales. Pour la commune, le dernier recensement avait eu lieu en 2009. Ce sont les assujetties qui viennent faire la déclaration à la commune. Des ménages font parfois des fraudes et la commune connaît un manque à gagner car il y a trop d'écarts entre les taux effectifs et les taux officiels.

- En outre, cette situation est liée également à la crise de confiance entre le citoyen et leur dirigeant. Elle est due au manque de citoyenneté car les citoyens sont déçus à la gestion des biens publics par les élus. Les résultats du côté du contribuable en sont une diminution du civisme, la perte de la notion du devoir fiscal entraînant l'institution de l'évasion fiscale. La notion d'impôt est ignorée, contestée par la majorité de la population à qui on n'a pas donné de raison convaincante de la nécessité de payer l'impôt. La fiscalité n'est pas toujours perçue par la population comme une forme de contribution du citoyen pour le développement de sa ville car elle n'est pas convaincue du résultat concret de son apport.

- Ensuite, le changement trop fréquent des dispositions fiscales et des procédures font que le système finit par être mal-compris par les usagers et même par les agents qui sont chargés de les appliquer.

3. Faiblesse de partenariat financier de la commune

Au niveau de la commune Rurale de Kianjavato, la défaillance de l'infrastructure émane également de la faiblesse de partenariat et de coopération avec les institutions privées, les groupes particuliers, les organismes de développement ou les sociétés civiles qui sont susceptibles d'apporter des appuis financiers pour la réalisation des bases matérielles locales. En effet, les organismes œuvrant pour la promotion de l'infrastructure

communautaire reste encore peu nombreux surtout ceux qui interviennent dans le domaine de la construction ou de la réhabilitation des installations agricoles comme les routes, les barrages hydro-agricoles... Pourtant, les expériences ont montré que leur place au niveau de nombreuses localités rurales est très cruciale étant donné qu'ils jouent des rôles imminents dans la mise en place de nombreux ouvrages. Il a été constaté que pour la commune, l'autonomie financière se basant uniquement sur ses ressources propres n'est pas pour aujourd'hui mais les appuis extérieurs sont réellement nécessaires vu que les coûts consacrés à la réalisation des infrastructures sont plutôt lourds. Le financement provenant du partenariat avec les institutions étrangères constitue la voie de salut pour les communes même si il ne se présente pas comme une solution durable. C'est aussi nécessaire de renforcer et de prendre en considération le rôle des partenaires publics et privés. Les Partenariats Publics Privés peuvent se définir comme toute forme contractuelle ou juridique entre des entités publiques et privées visant à améliorer et /ou accroître des services d'infrastructure, à l'exception des marchés des travaux publics. A titre d'exemple, on doit exiger aux petits opérateurs qui exploitent les ressources minières de la commune l'entretien des routes qu'ils fréquentent.

CHAPITRE III : ANALYSE DES IMPACTS DES CONTRAINTES INFRASTRUCTURELLES DANS LA COMMUNE RURALE DE KIANJAVATO

A part l'identification des facteurs de blocage de la réalisation des infrastructures au niveau de la commune, il est aussi nécessaire de dégager les impacts socio-économiques de ces difficultés. Cet aspect sera traité dans ce chapitre afin de valider les hypothèses et plus particulièrement pour retenir l'attention des acteurs du développement sur le poids de la lacune et de l'absence infrastructurelle.

Section 1 : Impacts de la non- performance du barrage hydro-rizicole et de l'absence des routes

1. Impacts de la non-performance du barrage hydro-agricole

La non-performance du barrage hydro-agricole entraîne la baisse de production rizicole, la non-autosuffisance alimentaire et la diminution du taux de vente des ménages ainsi que la faiblesse du bénéfice d'exploitation.

1.1. Baisse de production rizicole

La contrainte hydraulique contribue énormément à la diminution du taux de production des agriculteurs ; le rendement est réduit de moitié ou même plus. En général, pour la culture de riz, dans une superficie de 1ha, on y obtenait dans les années 80 au moins 1,5 à 2 tonnes de riz²². Pourtant, la quantité récoltée par la majeure partie des ménages où nous avons effectué une enquête n'est pas la même. Ils ont tous confirmé que la production pourrait certainement augmenter au moins de 100% si les barrages sont performants pour approvisionner en eau les cultures. Le rendement annuel et la superficie des rizières appartenant aux ménages enquêtés sont résumés dans le tableau ci- après :

Tableau 8: Répartition des surfaces des rizières et production annuelle des ménages

Surface des rizières	Nombre de ménages	Rendementde paddy kg/ha
[25a -50a [	2	185kg-375kg
[50a -1ha [	14	375kg- 750kg
[1ha -1,5ha [	26	750kg- 1125kg
[1,5 ha -2ha [	8	1125-1500kg
[2ha – 2,5 ha [	4	1500- 1875kg
+2,5 ha	6	1875+

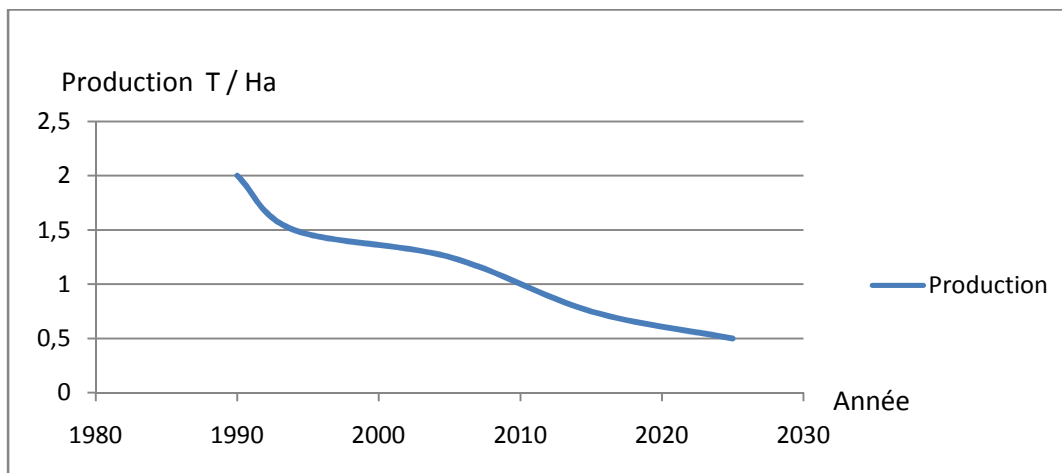
Source : enquête personnelle

D'après ce tableau, on constate que les rendements rizicoles sont très faibles à cause du mauvais état du barrage d'irrigation. Les barrages hydro-agricoles ont commencé à être

²² Selon la confirmation des enquêtés de grand âge

endommagés depuis le passage du cyclone « Géralda » en 1994 et depuis ce moment, la production est dégressive au fil de l'année surtout depuis l'année 2000. Si les barrages ne sont pas réhabilités, il est certain que le rendement futur des producteurs sera encore pire. Le graphe ci-après démontre la logique d'estimation projective de la production rizicole de la commune.

Graphe 5 : Projection du rendement rizicole



Source : enquête personnelle

D'après le graphe, avant l'année 1990, la production par hectare avait encore atteint dans les 2 tonnes. En 1995 le rendement commençait à diminuer à 1,5T soit une réduction de 25%. Il se dégrade de plus en plus progressivement pour devenir 1,250T jusqu'à l'année 2005. Actuellement, les paysans ne peuvent plus obtenir qu'autour de 0,75T de paddy. Ces étapes dégressives permettent de déduire ainsi que si aucune réhabilitation n'aura pas lieu, en 2025, le rendement rizicole par hectare va régresser autour de 0,50T.

1.2. Non autosuffisance alimentaire et diminution des ménages ayant de surplus de production

- Non- autosuffisance en riz

Pour la majorité des ménages enquêtés, une grande partie de la production rizicole est destinée à l'autoconsommation et même le rendement obtenu reste encore insuffisant et très faible pour couvrir les besoins en riz de la famille durant toute l'année. Parmi les 60 ménages enquêtés, 63,3% d'entre eux affrontent encore le problème d'insuffisance en riz, ils doivent donc en acheter ou recourir à d'autres produits alimentaires pour combler le déficit. En effet, les 16 ménages ayant des rizières moins de 1ha soit 24% doivent effectuer des achats durant 6 mois. Leur production est donc épuisée seulement à la moitié de l'année. Tandis que 22 ménages parmi les 26 possédant les terrains de 1ha et plus font des achats

durant 2 mois par an. Seulement 36,7% des enquêtés ou 22 ménages ne connaissent pas ce problème de déficit en riz. D'après les études effectuées, si les barrages agricoles sont performants, leur rendement sera au moins augmenté de 100%. Il est donc probable qu'avec cette réalisation, il n'y aurait plus un écart de 6 mois entre la récolte et la période de soudure des 16 ménages et les autres 22 ménages pourraient avoir des surplus de production consacrés à la vente.

- Diminution du ménages ayant de surplus de production

Parmi les 60 ménages enquêtés 8 ménages uniquement exercent la commercialisation de riz mais avec une quantité plus ou moins faible. La culture est donc juste une culture de subsistance mais il manque cruellement la pratique de l'économie de marché.

1.3. Faiblesse du bénéfice d'exploitation

Les paysans doivent effectuer différents processus de production pour la culture de riz. Ces agriculteurs emploient des mains d'œuvre pour l'exécution des travaux y afférents ; le nombre varie en fonction de la superficie des rizières. Quand on analyse les dépenses consacrées à ces itinéraires techniques et le coût évaluatif des rendements obtenus après, on peut déduire que les bénéfices réalisés par les agriculteurs sont minimes. Les valeurs de la production et celles de la préparation du terrain rizicole sont très serrées.

Pour illustrer cette affirmation, on va voir ci-après un modèle avancé par les enquêtés sur les chiffres investis au paiement des main-d'œuvres pour la préparation d'une rizière d'un hectare. Le rendement moyen avec cette surface varie entre 750kg à 1000 kg de paddy. Mais tous les calculs seront basés par le rendement de 750kg puisque la production moyenne en hectare de la majeure partie des ménages enquêtés est située à ce poids. Les itinéraires à suivre pour la riziculture comprennent le labour, le pietonnage, le repiquage, le sarclage, la récolte et le transport. En général au niveau de la localité, journalièrement, une main d'œuvre masculine est payée à 2500ar et la main-d'œuvre féminine est payée 2000ar et un kilo de paddy vaut 700ar.

- Labour : 10 main -d'œuvres masculines pendant 3 jours : $30 * 2500ar = 75.000ar$
- Pietinnage : 10 main-d'œuvres pendant masculines 2 jours : $20 * 2500ar = 50.000ar$
- Repiquage : 10 main -d'œuvres féminines pendant 3 jours : $30 * 2000ar = 60.000ar$
- Sarclage : 10 main- d'œuvres masculines pendant 2 jours : $20 * 2500ar = 50.000ar$
- Récolte : 10 main d'œuvres féminines pendant 1 jour : $10 * 2000 = 20.000ar$
- Transport : 500ar par 30 kilo ou 16,7ar par kilo : $16,7 * 750 = 12.500 ar$

TOTAL COUT DE PRODUCTION : 267.500 ar

VALEUR MONETAIRE OU PRIX DU RENDEMENT : $750\text{kg} \times 700\text{ar} = 525.000 \text{ ar}$

BENEFICE D'EXPLOITATION = PRIX DU RENDEMENT – COUT DE PRODUCTION

BENEFICE D'EXPLOITATION = $525.000 \text{ ar} - 267.500 \text{ ar}$

BENEFICE D'EXPLOITATION = 257.500 ar

D'après ces calculs, on peut dire que le bénéfice d'exploitation réalisé par les ménages sur la production de riz est très faible à cause de la non-performance du barrage d'irrigation. Les paysans ne reçoivent même pas le double de la somme qu'il a investi pour la production.

2. Impacts de l'absence des routes inter-fokontany

L'absence de réseaux routiers au niveau des deux fokontany et deux villages de la commune engendre une perte de temps pour le transport des produits, une dépense intense d'énergie humaine et un coût élevé pour ce transport.

2.1. Perte de temps pour le transport des produits

Le fokontany Ankosibe et le fokontany Vohipotsy sont les fokontany les plus éloignés de la commune. Par rapport au chef lieu de la commune ; le premier se trouve à 15km au Sud Ouest et le deuxième se situe à 15 km au Nord Est. Malgré ces distances, ces deux fokontany ne disposent pas de réseaux routiers et le déplacement est ainsi effectué uniquement à pied. Les chemins ne sont pas praticables et l'utilisation des bicyclettes, des motos, des calèches pour le moyen de communication sont également difficiles et même impossibles. Ce sont les zones au niveau de la commune qui subissent le problème d'enclavement aigu. Le trajet dure au moins 4 heures pour aller de ces 2 Fokontany vers le chef lieu de la commune qui est l'endroit traversé par la route la plus fréquentée par les agriculteurs de ces 2 fokontany pour commercialiser les produits agricoles où les collecteurs ramassent les marchandises.

Par ailleurs, au niveau du Fokontany Ambolotara, deux villages ne sont pas accessibles : il n'existe pas de route reliant le village « Ambinany Lalangy » localisé à 8km au chef lieu du fokontany et aussi le village « Vitanona » situé à 5km de ce chef lieu de Fokontany où les échanges commerciaux s'effectuent.

Bref, dans ces 4 endroits, le temps consacré au trajet pour le transport des produits est très long à cause de l'absence de route alors qu'il peut être dépensé pour la production.

2.2. Dépense intense d'énergie humaine pour le transport des produits

Les Villages d'Ambinany Lalangy et de Vitanona abritent environ 200 ménages. Ce sont des zones favorables à l'agriculture produisant au moins annuellement 70 tonnes de bananes, 50 tonnes de litchi et 15 tonnes de café ainsi que d'autres produits fruitiers comme l'avocat, le fruit à pain, l'ananas... Quant au fokontany Vohipotsy, le poids de la production annuelle est estimée à 4 tonnes de café, 100 tonnes de banane, 70 tonnes de litchi et 10 tonnes d'avocat. Il y existe vers 80 ménages. Concernant le Fokontany Ankosibe, c'est aussi un endroit productif avec une capacité annuelle de 4 tonnes de café, 200 tonnes de banane et 50 tonnes de litchi avec environ 125 ménages.

L'évacuation de toutes ces productions rencontre des difficultés énormes. La capacité de transport humain est très limitée. Le transport de produits récoltés au niveau de ces zones nécessite par conséquent plusieurs voyages, d'où dépenses d'énergie énormes. Des voyages à plusieurs reprises doivent être effectués pour l'écoulement de toutes les marchandises car la capacité de transport du docker ne dépasse pas les 30kg étant donné que ce sont des parcours très longs et difficiles. Cette pratique requiert beaucoup d'efforts physiques accablants pouvant nuire progressivement la santé. Les coûts de transport tout en étant élevés et insupportables pour les agriculteurs sont quand même acceptables par rapport au volume énergétique et à la distance parcourue car ils représentent la solidarité entre producteurs. Ils se donnent la main et font des gestes d'échange ou de contre partie dans le transport des produits.

2.3. Coût de transport des produits élevé

Dans les villages de « Ambinany Lalangy » et de « Vitanona » ; le transport des marchandises vers le chef lieu de Fokontany s'élève à 2000ar par 30kg soit 70 ar/kg. Pour les Fokontany Ankosibe et Vohipotsy, le coût de transport des produits est de 2500ar par 30 kg soit 85 ar/kg. Pourtant, au niveau de la commune, généralement, le transport des marchandises en voiture ou en calèche dans une distance de 5 ou 8km coûte 30ar/kg mais pas 70ar. Il est fixé à 50 ar/kg pour une distance de 15km. On peut déduire donc qu'à cause de l'absence des réseaux routiers, le coût de transport des marchandises s'élève entre 40 à 60%.

Les frais très élevés consacrés pour le transport des produits entraînent la réduction des bénéfices tirés par les agriculteurs. Au niveau de ces endroits, les produits à faible valeur comme les litchis, les avocats et les mangues ne sont pas commercialisés pour éviter la perte. Les paysans doivent encore supporter des charges excessives additionnelles en transport pour pouvoir évacuer leurs productions alors que le prix de vente est déjà très faible. Il en résulte que le bénéfice et le revenu procurés par la vente diminuent énormément. Si l'infrastructure

routière est en bonne condition ; il existera des alternatives plus avantageuses identifiées par les ménages enquêtés pour livrer les produits. La première en est que les paysans n'ont plus besoin de se déplacer comme autant pour pouvoir effectuer la commercialisation mais il revient aux collecteurs de recueillir sur place les produits. A ce moment là les coûts destinés pour le transport seront des compléments des revenus pour les producteurs. La deuxième option consiste à utiliser des calèches qui seront tirées par les producteurs eux même évitant le paiement du transporteur et permettant d'économiser les frais consacrés à cette dépense. Les agriculteurs pourraient au moins gagner 2000ar de plus par 30kg de marchandises pour ces démarches précédentes. Une autre alternative sera également possible quand les produits sont en grande quantité : les agriculteurs peuvent s'organiser pour transporter en groupe leurs marchandises au point de collecte par la location de camionnette et chacun paie les frais en fonction du nombre de kilogramme ou du tonnage des produits.

Section 2 : Impacts de l'insuffisance de l'infrastructure marchande et de l'absence de l'infrastructure électrique

1. Impacts de l'insuffisance de l'infrastructure marchande

L'insuffisance de l'infrastructure marchande aboutit à la vente des produits des exploitants avec des prix dérisoires et le revenu très faible de ces ménages agricoles.

1.1. Vente des produits avec des prix dérisoires

Actuellement les agriculteurs vendent leurs produits d'une manière individuelle auprès des intermédiaires et des collecteurs au niveau de la communauté. Ces intermédiaires sont des habitants au sein des fokontany ayant des relations directes avec les collecteurs. Ils se chargent de la communication des prix fixés par les collecteurs, de la commande auprès des agriculteurs et ensuite de la commercialisation de leurs produits. Ils font des bénéfices de 10 ariary par kilogramme sur tous les produits. Les tarifs attribués par ces collecteurs sont très bas mais c'est le seul moyen de vente pour ces producteurs et ils doivent se soumettre à toutes les offres pour éviter que les produits soient périmés et pour gagner un peu d'argent. Selon l'enquête effectuée, il est indispensable de mettre en place des infrastructures commerciales. Ce sont des réseaux d'accueil des produits des paysans utilisés par les organisations paysannes pour rassembler et commercialiser ensuite les produits des membres. Le tableau suivant montre les prix de vente des produits imposés par les collecteurs :

Tableau 9 : Prix de vente des produits aux collecteurs

Type de produits	Prix à la récolte en ariary
------------------	-----------------------------

Café	2500 ar /kg
Banane	200ar/kg
Letchis	150 ar /kg
Avocat	100ar/kg

Source : enquête personnelle

1.2. Revenu très faible des ménages

La vente de café, banane, letchis, constitue la principale source de revenu des ménages mais étant donné que les prix de vente de ces produits sont très bas à cause du manque d'infrastructure ; il en résulte que les revenus obtenus par les agriculteurs sont très faibles et encore le coût de transport en est retranché. Logiquement, le prix aux producteurs devrait au moins être doublé. En effet, environ 60% des familles enquêtées touchent annuellement des revenus inférieurs à 1.000.000ar. La précarité de revenu entraîne la non-satisfaction des besoins fondamentaux des ménages à l'alimentation, à l'habillement, à la santé et à l'éducation. Les tableaux ci-dessous représentent les revenus obtenus des ménages à chaque produit.

➤ Revenu annuel en café

Tableau 10: Revenu annuel en café des ménages enquêtés

Production annuelle en kg	Nombre des ménages	Coût de transport et moisson 400ar/kg	Revenu Annuel en ariary
-50	10	-20.000ar	-105.000
[50- 200[	22	20.000- 80000	105000 <RA< 420000
[200-350[	8	80000-140000	420.000< RA<735000
[350- 500[	6	140.000-200.000	735000<RA<1050000
[500-650[	4	200.000-260.000	1050000<RA<1365000
[650-800[	0	0	0
Plus de 800	4	320.000 et plus	1680000 et plus

Source : enquête personnelle

D'après le tableau, 54 ménages parmi les 60 enquêtés font la culture du café. Les revenus provenant de la vente de ce produit sont très bas pour la grande partie des ménages. Pourtant, la récolte du café se déroule uniquement pendant deux mois en une année : mois de septembre et octobre. Ces marchandises sont achetées aux agriculteurs à 2500ar le kilo mais vendues à 6500ar par les grossistes aux points de destination à Antananarivo et à Antsirabe. Ce qui indique qu'une grande part des bénéfices est retenue par les collecteurs. Il existe certainement des frais divers à la charge de ces collecteurs depuis la commune jusqu'aux

endroits de destination; mais les écarts très importants entre les deux prix démontrent la prépondérance des profits des collecteurs que ceux des producteurs.

➤ **Revenu mensuel en banane**

Tableau 11 : Revenu mensuel en banane des ménages enquêtés

Production mensuelle en kg	Nombre des ménages	Coût de transport 30ar /kg	Revenu Mensuel en ariary
-50	12	1500	8500
[50-200[	26	1500- 6000	85000<RM<34000
[200-350[	6	6000- 10500	34.000<RM<59500
[350-500[	6	10500-15000	59500<RM<85000
[500-600[	2	15000-19500	85000< RM< 110500
[650-800[	2	19500- 24000	110.500< RM<136000
Plus de 800	6	24000 et plus	136000 et plus

Source : Enquête personnelle

Comme le tableau l'indique, tous les ménages enquêtés pratiquent la culture de banane mais les revenus mensuels tirés de la commercialisation de ce fruit demeurent relativement faibles pour la majorité. Pourtant, la banane constitue la principale source de revenu des ménages vu que ce fruit existe tout au long de l'année et le cycle de production est très court. Les agriculteurs ne gagnent qu'une part très réduite des profits contrairement à ceux des collecteurs. En effet, le kilo de ces marchandises atteint de 1000 à 1200ar aux détaillants d'Antananarivo et d'Antsirabe alors qu'ils ont été achetés seulement à 200ar aux agriculteurs de la commune. Le prix augmente cinq fois plus jusqu'aux consommateurs finaux. Le bénéfice retenu par les collecteurs est énorme même si la commercialisation de ce produit passe par des intermédiaires.

➤ **Revenu annuel en litchi**

Tableau 12: Revenu annuel en litchi des ménages enquêtés

Production annuelle en tonne	Nombre ménage	Coût de transport 30ar /Kg	Revenu Annuel en ariary
-1T	10	-30000	-120000
[1T- 2T[	18	30000- 60000	120000<RA<240000
[2T – 3T[	12	60000-90000	240000<RA< 360000
[3T-4 T[	6	90000-120000	360000<RA<480000
Plus de 4 T	4	120000 et plus	480000 et plus

Source : Enquête personnelle

D'après le tableau, 50 ménages parmi les 60 enquêtés obtiennent des revenus par la culture de litchi, la campagne se fait au mois de novembre. On peut constater que les revenus des ménages provenant de la vente des litchis sont très précaires même si le rendement des

agriculteurs est plus ou moins élevé. Cette situation est engendrée par l'absence des infrastructures commerciales. Le produit est vendu aux endroits de débouché à Tuléar, Fianarantsoa, Ambalavao et Ambohimahasoa entre 600 à 1000ar par kilo si le prix d'achat aux paysans est fixé à 150ar. Les avantages sont concentrés entre les mains des colleteurs mais les sommes gagnées par les agriculteurs sont justes symboliques et minimes. Ces derniers connaissent vraiment un manque à gagner.

2. Impacts de la non-électrification de la commune

La non-électrification de la commune a pour conséquence l'accroissement des dépenses et l'absence du confort et du bien être des ménages, le frein du secteur secondaire et la non-expansion du secteur tourisme.

2.1. Accroissement des dépenses et absence du confort et du bien être des ménages

Le budget mensuel consacré à l'éclairage est élevé. D'une part, 80% des familles enquêtées optent pour l'utilisation des torches vu que la lumière transmise par cette source est plus claire et elle permet de réduire les risques d'incendie. Pour faire fonctionner une torche, un ménage consomme au moins 4 piles de 500ar l'unité pendant une semaine, le coût est équivalent à 8000ar en un mois. D'autre part 20% des ménages choisissent l'usage de pétrole, la somme journalière affectée à cette substance varie entre 200 à 300ar qui donne au total 6000 à 9000ar par mois. À part l'éclairage, des ménages écoutent également la radio à pile pour se divertir, pour s'informer et pour s'actualiser. Pour faire fonctionner cet appareil, une famille utilise au moins 3 piles de 500ar par semaine, ce qui vaut mensuellement dans les 6000ar. On peut en déduire que le frais mensuel consacré à l'approvisionnement en énergie par ménage remonte de 14.000 à 15.000ar. C'est un chiffre assez élevé, pourtant l'utilisation est très limitée et se fait d'une manière très ponctuelle et modérée, seulement presque tous les soirs autour d'une heure. Par ailleurs, les autres appareils ménagers qui permettent à la famille de faciliter le rythme quotidien, d'économiser le temps, et de vivre avec plus de confort sont tous donc à renoncer. Pourtant il y a des catégories de familles qui ont vraiment la possibilité de s'en procurer. L'approvisionnement en électricité permet à ces ménages de diminuer les coûts affectés à l'énergie.

Si la commune est électrifiée et si l'on utilise du courant électrique, le coût pourra être réduit de moitié. La consommation journalière d'une ampoule de 35W pendant près de 3h vaut mensuellement autour de 2000ar. Si un ménage utilise 2 ampoules, il dépensera donc par mois 4000ar seulement au lieu de 8000ar. S'il utilise également des appareils audio-

visuels aux alentours de 150w, il pourra dépenser en complément environ 3000ar au lieu de 6000ar. Au total, les frais mensuels consacrés par un ménage pour le courant électrique seront autour de 7000ar. Il y a au moins un écart de 50% entre le coût réel actuel ou la situation sans électricité et le coût éventuel ou la situation avec électricité.

2.2. Frein du secteur secondaire

La non-électrification de la commune affecte considérablement l'implantation des PMI et des unités de transformation au sein de la localité. Il n'existe aucun établissement manufacturier installé malgré la proximité et la disponibilité en qualité et en quantité des matières premières en l'occurrence les fruits, le café et la canne à sucre. Bien que des opérateurs et des producteurs veulent transformer les marchandises, ils sont empêchés d'entreprendre des affaires à la zone à cause cette défaillance en terme d'énergie électrique. En effet, pour avoir le maximum de profit, une firme doit travailler avec des machines performantes fonctionnant avec des énergies puissantes pour réaliser une grande quantité de production. En conséquence, tous les produits sont majoritairement vendus en état brut sans aucune transformation. Ils ne sont pas traités et les recettes procurées sont minimales et faibles. Pourtant, il est plus bénéfique d'ajouter de la valeur aux produits primaires: transformation des graines de café et mise en emballage de la poudre, fabrication de confiture, de sirop, de nectar, de jus avec les fruits et mise en bocal et en bouteille, fabrication de chips en couverture avec la banane, fabrication de sucre avec les cannes à sucres... Ces procédés d'opération donnent de surplus de prix aux produits tout en diminuant leurs volumes dans le paquet ou le contenu. Ensuite les produits fournis sont également diversifiés car on peut faire une gamme de produits. Par ailleurs, c'est un système qui permet la conservation optimale de longue durée de ces produits.

La non-électrification empêche les exploitants agricoles de la commune de Kianjavato d'effectuer une économie en chaîne de valeur. Pourtant, c'est un système permettant de promouvoir le secteur et les activités source de plus-values apportant la dynamique de l'économie locale par l'exploitation des potentialités; éléments synergiques au développement.

2.3. Non-expansion du secteur tourisme

La station « FOFIFA » pourrait être transformée en site touristique ou en parc régional protégé, les chutes d'eaux pourraient être utilisées pour des lieux de loisirs et de détente. Pourtant la réalisation de ces projets est encore conditionnée par l'électrification de la commune. Le secteur tourisme repose au développement de cadre adapté aux besoins des visiteurs pour assurer leur satisfaction et leur confort c'est-à-dire l'existence de services de base attrayants et sécurisants par la mise en place d'hébergements commodes en l'occurrence électrifiés, équipé de climatiseurs, de poste de télévision... L'électrification est incontournable pour transformer ce lieu en zones touristique.

A cause de ce problème d'électrification, le secteur tourisme est laissé de côté et les potentialités écologiques et culturelles sont non-valorisées. La commune perd d'avantages immenses. La promotion de ce domaine pourrait constituer une source de devises permettant d'alimenter la caisse communale pour mettre en œuvre et renforcer les projets de développements socio-économiques. C'est aussi une grande opportunité en termes d'emploi et une occasion pour accroître la vente des produits locaux.

Par ailleurs, à cause du non-développement du secteur touristique les biodiversités sont en menace. L'écotourisme peut contribuer de façon marginale à ralentir la dégradation des ressources naturelles dans la commune de Kianjavato. Les forêts de la région subissent des perturbations dues aux activités humaines dont les risques d'impact sur l'écosystème sont importants. La faune et la flore font l'objet de plusieurs pressions qui sont principalement l'action de la population locale. La culture itinérante sur brulis ou tavy ainsi que l'exploitation et la collecte non contrôlée de bois constituent les plus importantes causes de dégradation de la couverture forestière. Pourtant il est fort probable que ces actes de destructions et ces exploitations illicites connaîtront une baisse quand la valeur de ces richesses est réellement perçue d'une manière concrète par les populations c'est-à-dire qu'elles se rendent compte qu'elles constituent un appui fondamental à leur subsistance et contribuent à procurer une source de revenus pour elles. Les ressources forestières subissent une forte pression de la part des villageois qui dépendent souvent de la forêt pour le bois de chauffe, et le bois de construction. Dans le contexte de transformation en site touristique d'une aire protégée, l'objectif est d'offrir une alternative à l'exploitation des ressources en offrant à la population rurale pauvre la possibilité de devenir salarié principalement à titre de guide.

Section 3 : Impacts de la défaillance des infrastructures sociales

1. Impacts de l'insuffisance et / ou l'absence des établissements scolaires

L'absence des niveaux CM1 et CM2 au niveau des 2 fokontany et des 3 villages de la commune favorise l'augmentation du taux d'abandon scolaire primaire. Par ailleurs, l'insuffisance du collège favorise le taux d'abandon scolaire au niveau du premier cycle. Puis, l'absence du lycée provoque le taux d'abandon scolaire au niveau du deuxième cycle.

1.1. Augmentation du taux d'abandon scolaire primaire

L'inexistence des niveaux CM1 et CM2 au sein de ces 5 fokontany et villages constitue considérablement un facteur favorisant l'abandon scolaire des enfants.

- Les élèves de l'EPP des villages Vitanona et Safoindrano du Fokontany Ambolotara voulant poursuivre leurs études à ces niveaux doivent s'orienter vers l'EPP Ambolotara ou l'EPP de la commune voisine d'Andonabe s'il y en a encore des places disponibles. Pourtant la distance entre ces villages et ces EPP en question est un peu éloignée. Le village de Safoindrano est à 4km et le village de Vitanona se localise à 5 km de ces lieux. Ainsi, journalièrement, ces enfants doivent effectuer au moins un trajet à pied de 1h à 2h pour pouvoir étudier. Des déplacements assez rudes pour les enfants de 9 à 11 ans qui contribuent au manque de motivation des parents et des enfants et l'accroissement du taux de désistement scolaire.

- Pour les élèves issus des EPP, du fokontany Ankosibe et de son village Tanambao Besakay, ils doivent rejoindre l'EPP Ambohitsara ou l'EPP Kianjavato. Par rapport à ce fokontany et ce village, l'EPP Kianjavato se trouve à 15km et l'EPP Ambohitsara est située à 7-9km. Ceux de l'EPP Vohipotsy doivent se déplacer de Kianjavato. Les trajets prennent au moins 3 à 6 h de temps, les parents se trouvent donc dans l'obligation de louer des appartements pour l'hébergement de leurs enfants étudiant à ces endroits s'ils n'y ont pas de famille d'accueil. Ceux qui n'ont pas le moyen de payer cette charge sont contraints de faire abandonner l'école à leurs enfants. Les autres parents éprouvent aussi un certain doute quant à la sécurité de leurs enfants de très jeune âge qui doivent vivre seuls entraînant parfois une réticence. Toutes ces difficultés sont l'un des facteurs engendrant l'accroissement du taux de l'abandon scolaire.

- En 2013, les élèves inscrites dans ces 5 EPP qui ne disposent pas du niveau CM1 et CM2 comptaient 450. D'après le responsable au niveau de la commune, il est estimé qu'environ 18% d'entre eux ont abandonné l'école au niveau CM2. L'éloignement et l'insuffisance de l'infrastructure scolaire est l'un des facteurs prédominants qui occasionne ce désistement scolaire primaire.

1.2. Accroissement du taux d'abandon secondaire au niveau 1^{er} cycle

L'insuffisance des collèges au niveau de la commune favorise le taux d'abandon scolaire au niveau 1^{er} cycle. En effet, comme on l'a indiqué, chaque année, les élèves qui décrochent le diplôme du CEPE sont autour de 200 à 250 par ans. Pourtant la capacité d'accueil du CEG dans la classe de 6^{ème} est limitée à 125-150 élèves par année. A titre d'exemple pour cette année scolaire les élèves dans les 3 classes parallèles du 6^{ème} au niveau du CEG se répartissent comme suit : 6^{ème} I 56 élèves - 6^{ème} II 40 élèves et 6^{ème} III 55 faisant dans la totalité 151 élèves. Les autres élèves fréquentent l'école privée de la commune « ST Dominique Savio ». Cette institution privée ne peut recevoir à ce niveau que 40 à 45 élèves par an. Il est donc probable que chaque année, ceux qui ne sont pas inscrits dans ces deux établissements c'est-à-dire environ 21% et qui n'ont pas le moyen financier de continuer leurs études en dehors de la commune connaissent un décrochage scolaire après avoir eu le diplôme de CEPE. Il est donc indispensable de mettre en place un autre collège au niveau de la commune pour promouvoir la scolarisation et pour éviter le décrochage scolaire très précoce.

1.3. Taux élevé de désistement scolaire secondaire au niveau 2^{ème} cycle

L'inexistence de lycée au niveau de la commune de Kianjavato constitue un obstacle majeur dans le domaine de l'éducation secondaire. En effet, pour pouvoir poursuivre les études, les élèves doivent se mobiliser dans des autres communes. La plus part d'entre eux fréquentent soit le lycée dans la commune de Tsenavolo se trouvant à 25km de la commune soit le lycée dans la commune d'Ifanadiana localisée à 40km de la commune soit dans les lycées de Mananjary situant à 75km de la commune ou dans les lycées de la commune urbaine de Fianaratsua à 125km de la commune. De ce fait, les dépenses à la charge des parents augmentent beaucoup : frais scolaires, loyer d'habitation, nourriture, frais d'éclairage... Une famille dépense au moins pour un enfant 20.000 à 50.000ar pour la location d'appartement, 3000 à 6000ar pour les frais d'éclairage, 15.000 à 30.000ar pour le frais scolaire et 40.000 à 100.000ar pour la nourriture. Mensuellement, une famille doit consacrer au moins 78.000ar pour financer l'étude d'un enfant en dehors de la commune. La majorité des parents ne peut pas supporter ces frais et ils doivent faire abandonner l'école à leurs enfants. D'après le responsable au niveau de la commune, environ 18% des élèves qui continuent leurs études secondaires de 2^{ème} cycle en dehors de la commune font le décrochage scolaire sans avoir eu le diplôme de baccalauréat c'est-à-dire qu'ils abandonnent aux classes de 2nd ou 1^{ère}. Certains quittent l'école en cours d'année.

1.4. Référence sur l'étude des enfants des ménages enquêtés

➤ Répartition d'âge des enfants des ménages enquêtés

Tableau 13: Répartition d'âge des enfants des ménages enquêtés

Age	Nombre d'enfant
[0 -5]	24
[5-10]	50
[10-15]	60
[15-20]	40
[20-25]	22
TOTAL	196

Source : enquête personnelle

Le tableau montre qu'au total les enquêtés ont 196 enfants. En général, les enfants de 0 - 5 ans qui sont au nombre de 24 soit 12,24% ne sont pas encore scolarisables. Si on soustrait cet effectif au nombre total des enfants, on peut déduire que 172 enfants soit 88 % sont en âge scolaire ou en âge pour étudier.

➤ Répartition du niveau d'étude des enfants des enquêtés

Tableau 14: Niveau d'étude des enfants des enquêtés

Niveau d'étude	Nombres d'Enfants encore scolarisés	Nombre d'Enfants ayant abandonné l'école
Primaire (CP1- CM2)	62	18
Secondaire 1 ^{er} cycle (6 ^{ème} -3 ^{ème})	34	18
Secondaire 2 ^{ème} cycle (2 nd - Terminale)	18	4
Université	14	0
Total	128	40

Source :enquête personnelle

D'après le tableau ; d'une part ; parmi les 172 enfants en âge scolaire ou en âge d'étude 128 d'entre eux (74%) fréquentent le lieu d'études. Ceux qui sont en classe primaire comptent 62 c'est- à dire 48%. Ensuite, les enfants en classe secondaire du 1^{er} cycle sont au nombre de 34 soit 27 % ; seulement 6 (18%) d'entre eux étudient à l'école privée et les restes (82%) sont au Collège d'Enseignement Publique. Pour ceux qui sont en classe secondaire 2^{ème} cycle ils sont 18 soit 14% et sont tous aux lycées privées : 8 à Mananjary et

1 à Fianarantsoa. Enfin, les effectifs des universitaires sont de 14(11%) rejoignant tous l'Université Publique de Fianarantsoa. D'autre part, 23 % des enfants ont déjà abandonné leur classe. Parmi eux, 18 enfants (45%) ont décroché leurs études au niveau primaire et la majorité se sont arrêtés après trois années d'étude (9^{ème}) et (5^{ème}). Après, ceux qui ont quitté au niveau secondaire 1^{er} cycle sont au nombre 18 également (45%) sans avoir eu le diplôme de BEPC. Enfin, l'effectif de ceux qui ont abandonné au niveau secondaire de 2^{ème} cycle est 4 seulement (10%) : l'un en classe de seconde et l'autre en classe de terminale sans avoir le Baccalauréat. En dernier lieu, 4 (2%) enfants parmi les scolarisables n'ont jamais fréquentés l'école.

2. Impacts de l'insuffisance du centre de santé

L'insuffisance du centre de santé au niveau de la commune entraine la difficulté d'accès aux soins, la négligence des soins par les malades et la diminution du taux de vaccination infantile et de la pratique du planning familial.

2.1. Difficultés d'accès aux soins :

L'évacuation des malades vers le centre de santé de base II est trop compliqué pour les populations de certaines zones où il n'existe pas de réseau routier au niveau de la Commune Rurale de Kianjavato : Fokontany Ankosibe, Fokontany Vohipotsy, les villages Ambinany Lalangy et Safoindrano du Fokontany Ambolotara. Le trajet peut durer de 1h et demi à 4h depuis ces fokontany et villages vers le centre sanitaire. Dans ces localités, en cas de maladie, les souffrants doivent parcourir plusieurs kilomètres pour avoir des soins adéquats si elle n'est pas grave. Mais si elle est compliquée soit le patient est porté au dos soit il est transporté avec une perche liée à un drap. Les malades endurent les maux et la douleur durant ce long trajet. En plus, les transporteurs éprouvent beaucoup de peine. Quelque fois, à cause de la durée du trajet et les conditions d'évacuation précaires, l'état de santé des malades s'aggrave et le traitement devient ainsi compliqué et se prolonge. Ce qui entraine l'accroissement des coûts dépensés par les familles concernées. Il y en a même qui succombe en cours de route à cause de la longue distance à parcourir. La mortalité maternelle et néonatale apparaisse aussi souvent dans les zones éloignées surtout en cas d'accouchement mais au cas où il est normal les matrones peuvent quand même s'en occuper.

2.2.Négligence des soins par les malades

La région de la commune rurale de Kianjavato est dominée par des pathologies en l'occurrence le paludisme et les maladies hydriques telles que la bilharziose, la diarrhée, la dysenterie. Ces maladies sont en recrudescence et elles sévissent toute l'année le plus souvent pendant la période du mois de décembre, janvier, février, mai et la saison sèche et chaude. Ce sont les maladies qui constituent les principales causes de mortalité au niveau de la commune. Le facteur principal en est l'insuffisance de centre de santé car il en existe au moins des actions préventives et un traitement efficace pour ces maladies.

Principalement, à cause de l'éloignement du centre pour certaines localités, un nombre croissant de population (environ 40%) n'est pas motivé à fréquenter le lieu en cas de maladies. Ils pratiquent l'automédication ou la pharmacopée alors que ces maladies nécessitent des traitements spécifiques et périodiques des agents de santé. Ils ne se mobilisent pas vers le centre sanitaire que lorsque la maladie se complique et s'aggrave si bien qu'il ne serait plus possible de soigner le patient.

2.3.Diminution du taux de vaccination infantile et de la pratique du planning familial

Au niveau de la commune le taux de vaccination infantile est de 73%, ainsi 27% s'en abstiennent dont les proportions les plus élevées sont enregistrées dans les endroits très éloignés du centre sanitaire. Des enfants sont exposés aux différents risques de maladies avec l'absence de ces immunités introduites.

D'autre part, la pratique du planning est en recul dans ces zones éloignées. Parmi les enquêtés, 14 ménages sont résidents dans ces lieux écartés et ils ont tous des enfants égal ou supérieur à 5 sauf 2 ménages. La non-adoption de cette maîtrise de naissance a des impacts négatifs sur l'ensemble des familles concernées car leur niveau de vie devient très bas. La dépense s'élève lorsque les enfants sont nombreux ; les occupations exercées par la majorité des parents ne rapportent pas beaucoup d'argent. Par conséquent, les enfants sont mal nourris et ne sont pas très bien raffermissés en éducation ou bien ils ne vont pas à l'école ou abandonnent à bas âge. Ils ne sont pas bien soignés et soutenus matériellement. D'où le manque du bien être corporel, mental, physique et sanitaire entraînant des fléaux familiaux et sociaux. Le planning familial est une opportunité pour enrayer le cercle vicieux de la pauvreté.

Conclusion partielle : Dans cette partie, on a analysé les différents facteurs et aussi les impacts socio-économiques provoqués par la faiblesse de l'infrastructure au niveau de la commune rurale de Kianjavato. Les réalités sur ces sujets ont été explicitement examinées pour mieux comprendre les problèmes rattachés à chaque aspect abordé. La connaissance de ces divers points conduit à la proposition des recommandations et des actions possibles complémentaires à l'infrastructure dans la partie suivante.

PARTIE III: RECOMMANDATIONS ET ACTIONS POSSIBLES

Les facteurs de blocage de la réalisation des infrastructures ainsi que les impacts socio-économiques de la défaillance infrastructurelle au niveau de la commune étant dégagé. Afin de dépasser toutes les circonstances négatives, il convient d'avancer des recommandations et d'énoncer des actions possibles adéquates dans cette troisième partie. Les recommandations sont des mesures liées directement à l'infrastructure tandis que les actions possibles sont des propositions qui pourraient être complémentaires par rapport à l'infrastructure.

CHAPITRE I : RECOMMANDATIONS

Afin d'éviter la persistance des problèmes infrastructurels au niveau de la commune et pour assurer ses développements économiques et sociaux ; il importe de proposer successivement dans ce chapitre des recommandations synergiques aux réalités locales.

Section1 : Recommandations pour remédier les problèmes de réalisation des infrastructures

1. Création d'un centre de formation des personnels publics décentralisés

Afin de renforcer les compétences des autorités locales, il est nécessaire de créer un centre de formation. L'attribution d'une formation en gouvernance locale est la réponse adéquate pour affronter les contraintes inhérentes à la capacité restrictive des dirigeants au niveau de la commune et fokontany dans la mise en œuvre des programmes de développement infrastructurel. Il a été soulevé que la réalisation des projets infrastructurels requiert des analyses approfondies des contextes socio-économiques, politiques, environnementales, financières, juridiques afin d'assurer les impacts positifs et efficaces en terme de développement. De ce fait ces personnalités publiques doivent disposer des bagages techniques de base à travers des formations à multiples dimensions pour accomplir ces missions d'ordre infrastructurel portant sur :

- Les méthodes de l'identification des besoins de la population, la formulation, le montage, l'exécution, le suivi et l'évaluation des projets en matière d'infrastructure
- Les stratégies et les moyens possibles pour financer les projets infrastructurels
- Les dispositifs sur le système de passation de marché public, car la réalisation des grands travaux d'infrastructure nécessite parfois des appels d'offres dans la sélection des prestataires, suivi et contrôle des chantiers, gestion de contrat, gestion post-investissement

- La maîtrise de la fiscalité locale ou fiscalité de proximité en vue du financement des travaux d'investissement afin que les maires et les responsables financiers de la commune connaissent les grandes lignes sur les recettes fiscale et parafiscale.

- Les moyens sur l'application des procédures, des règles et de la gestion budgétaires

Bref ces formations sont nécessaires mais ils sont justes des appuis mais la solution à long terme repose sur la réglementation de la candidature pour les postes administratifs locaux. La gestion des affaires administratives communales doit être fondée par les principes de productivité et d'efficacité. De ce fait, la candidature aux élections doit être strictement soumise autant que possible à des critères de niveau d'étude.

2. Appui de la commune à l'établissement du PCD

Comme le PCD constitue un outil très important dans la planification et la mise en œuvre du développement et des projets infrastructurels, le montage de ce document devrait être exécuté au plutôt que possible au niveau de la commune rurale de Kianjavato. Mais comme son élaboration nécessite des démarches, des spécificités techniques approfondies, et des moyens financiers ; il convient d'apporter à cette localité un appui dans le processus de réalisation de ce document. Ce soutien doit être effectué par les services techniques déconcentrés et les organisations non-gouvernementales œuvrant pour la promotion de la décentralisation. Pourtant, le processus participatif et l'appropriation du développement par les acteurs locaux doivent être de rigueur dans toutes les étapes de l'exécution de ce document. Il ne doit pas être conçu selon le point de vue et la perception du développement de ces accompagnateurs mais établi selon l'effectivité des ancrages d'initiatives de la base. L'encadrement doit toujours privilégier à cet effet les prérogatives des administrateurs et des administrés locaux dans la gestion de son territoire ; ce qui écarte ainsi toute forme de projet infrastructurel descendante ou le « top down » mal perçu par la population et inapproprié à la réalité de la zone en question. Les accompagnateurs doivent faire en sorte à ce que le PCD élaboré reflète les besoins réels et les priorités de la population en matière d'infrastructure.

3. Renforcement de la transparence dans la gestion et relance des fonds publics

Les recettes fiscales demeurent la principale source de financement permanent pour la commune. Donc pour remédier le problème d'évasion aux obligations et pour accroître le taux de recouvrement en vue de la réalisation des orientations infrastructurelles de développement ; les autorités locales doivent fournir des informations claires et rigoureuses sur les comptabilités publiques. Les collectivités devront mobiliser les ressources fiscales et parafiscales pour apporter leur quote-part aux investissements et pour assurer l'entretien de

leur patrimoine. Mais, l'adhésion des citoyens dans les gestions publiques est déterminée par les flux d'information véhiculés par les administrateurs à travers des comptes rendus sur l'usage fait des fonds publics. L'affichage des synthèses des extraits des comptes est le moyen efficace pour se communiquer au citoyen.

D'autant plus, les contribuables doivent percevoir les retombées significatives des dépenses contractées par les administrateurs. Le rendement satisfaisant de la fiscalité est également une manière très évidente pour démontrer la transparence de la gestion communautaire. Le lien de confiance entre administrateurs et administrés existe toujours quand ces derniers sont capables de montrer leur efficacité financière dans l'accomplissement de leurs missions par des interventions reflétant une cohérence évidente entre coût et résultat. Les impacts des projets infrastructurels entrepris doivent permettre à une meilleure amélioration des conditions de vie et du bien être de la couche de la population bénéficiaire. Toutes ces démarches s'inscrivent dans le processus de relance de l'investissement local et assurent la crédibilité des personnalités publiques.

Pour relancer les fonds publics et pour éviter que la commune connaisse du manque à gagner en matière d'impôts, il faudrait qu'elle procède à la mise à jour des données concernant les bases imposables.

4. Mise en place d'une plateforme de réflexion

Comme il a été souligné, le développement local sera boiteux s'ils ne bénéficient pas d'une importante mobilisation du citoyen et que la participation sociale constitue à la fois une réalité importante et une véritable ressource pour la réalisation des chantiers et des infrastructures ; la mise en place de plateforme de réflexion est ainsi de rigueur.

Cette plateforme est une équipe multidisciplinaire composée par les délégués des citoyens au niveau de chaque fokontany, les représentants des services techniques décentralisés, les représentants du comité territorial décentralisé, les représentants des autres acteurs du développement comme les associations, les sociétés civiles et les opérateurs économiques. Chaque fokontany au niveau de la commune doit disposer au moins chacun 5 délégués qui sont des représentants des acteurs à la base cités ci-dessus. Ils sont élus par les citoyens, ce sont des volontaires du quartier et leader d'opinion au sein de leur communauté.

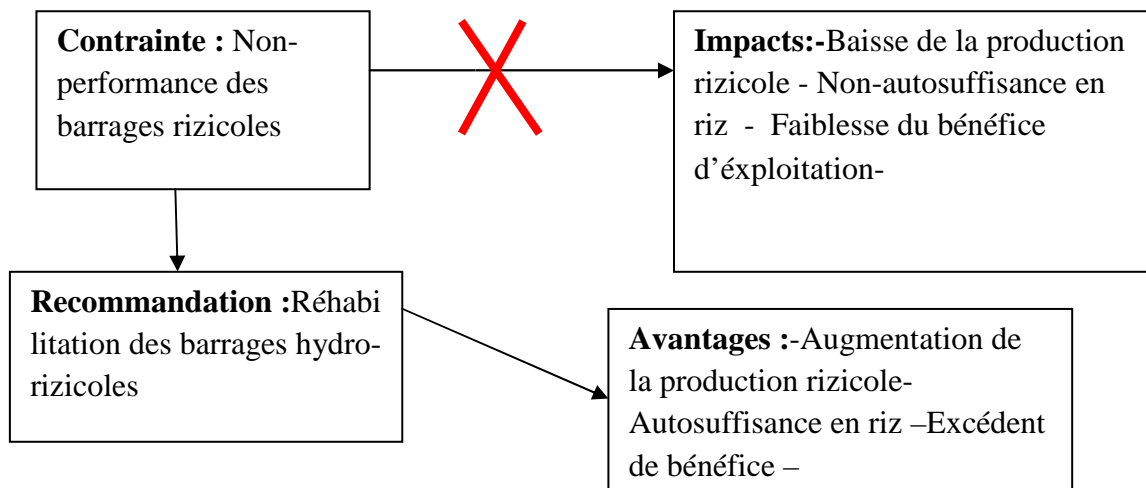
En cas de mise en œuvre de projet infrastructurel, ces délégués jouent le rôle de porte parole de la population et exercent un œil citoyen dans toutes les étapes de réalisation des projets infrastructurels. Ce sont des interlocuteurs entre administrateurs et administrés. En premier lieu, l'identification des projets infrastructurels à entreprendre sera discutée avec les

citoyens de la base au cours des séances de regroupements organisées par ces délégués au niveau de chaque fokontany. Ensuite, le forum délégué se tiendra ; les délégués de chaque fokontany se réunissent et définissent les projets à concrétiser et à prioriser parmi ceux qui ont été proposés. Après, durant le forum communal qui est une réunion entre les STD, les membres de l'exécutif, les délégués, et les différents représentants, le projet à mener est défini. Enfin, la décision sera approuvée par les conseils communaux.

Section 2 :Recommandations infrastructurelles par ordre de priorité au niveau de la commune rurale de Kianjavato

1. Réhabilitation des réseaux hydro-agricoles

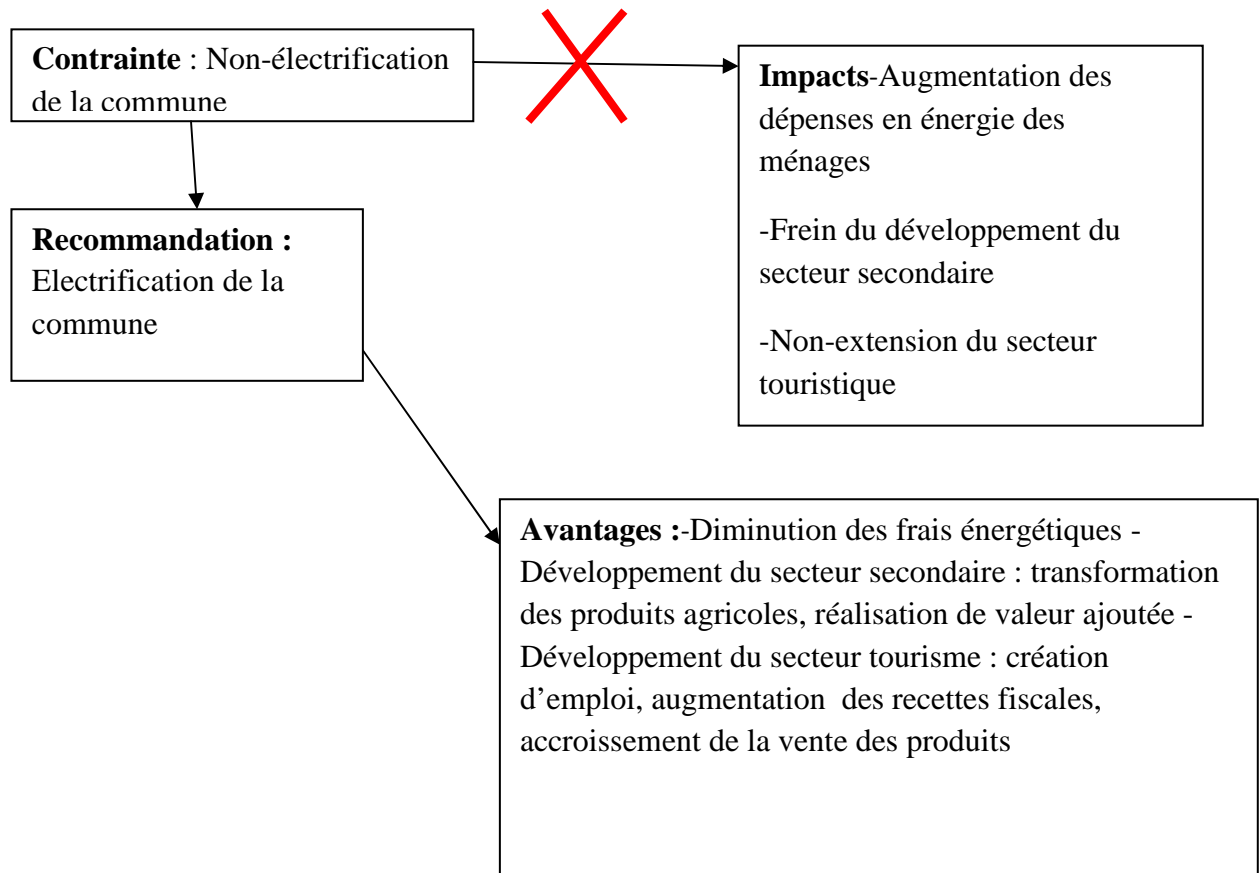
Figure2 : Synthèse des principaux impacts de la non-performance des barrageshydro-agricoleset recommandation



L'amélioration du système d'irrigation rizicole est très indispensable et est urgente pour la commune rurale de Kianjavato vu que comme on a évoqué que 90% des barrages rizicoles sont en état de désuétude. Le riz constitue l'alimentation de base de la population qui procure les énergies et les éléments nécessaires pour accomplir les travaux et les études quotidiens. Il est ainsi important d'assurer l'autosuffisance dans ce domaine car les populations affamées sont incapables de produire et de donner des résultats de développement. Comme on a dit en Malagasy « izay voky ihany no maharaka ny namany ». L'augmentation et l'amélioration du rendement en riz au niveau de la commune rurale de Kianjavato contribuent la réalisation du défi posé par l'Etat Malagasy à travers le PNDR d'assurer d'ici 2025 le 100% de couverture des besoins en alimentation de base. La faiblesse du rendement rizicole au niveau des communes rurales est un facteur qui favorise l'importation en riz pour Madagascar.

2. Electrification de la commune

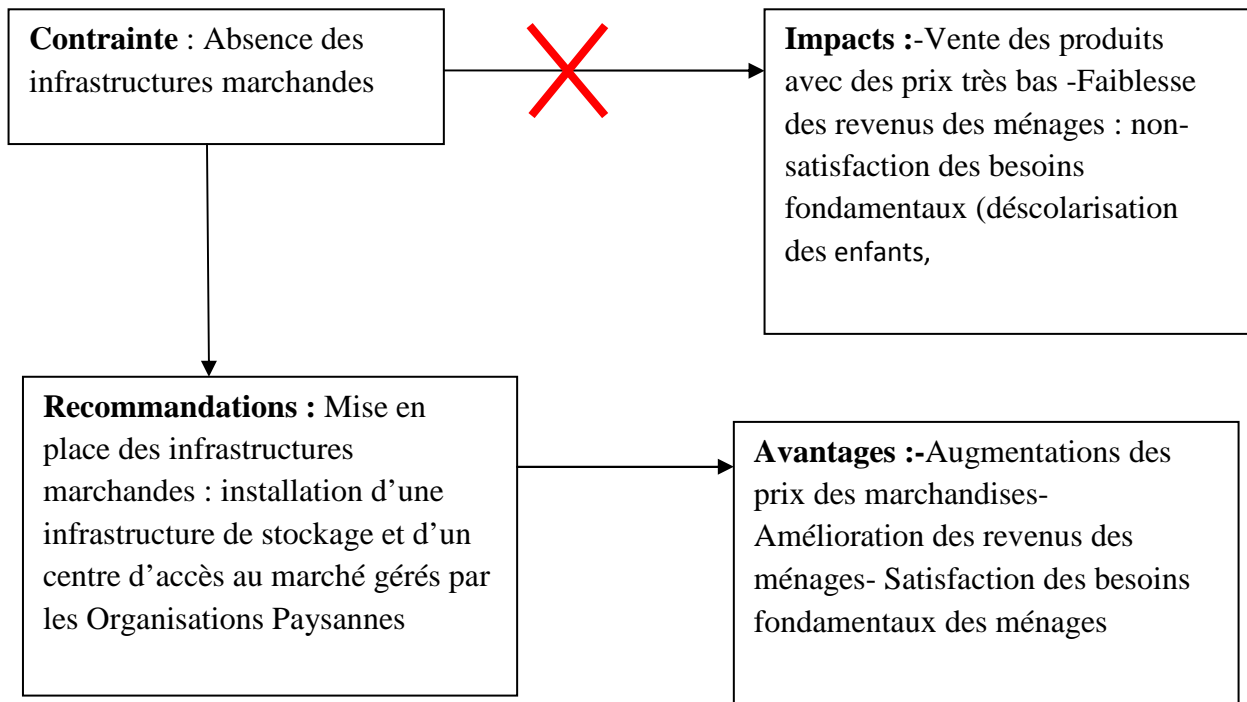
Figure 3 : Synthèse des principaux impacts de la non-électrification et recommandation



Etant donné que l’approvisionnement en électricité a des influences déterminantes sur le développement de plusieurs secteurs au niveau de la Commune Rurale de Kianjavato, il doit être priorisé, l’assurance de l’accès à ce service est cruciale au sein de cette localité ; d’autant plus la commune dispose des chutes d’eau pouvant faire tourner une turbine assurant l’électrification. On doit exploiter ces potentialités et briser les effets pervers occasionnés par la contrainte en électricité. En effet, c’est une infrastructure permettant de développer le monde des affaires dans le domaine de l’industrie, du tourisme, et du commerce et favorisant la mobilisation des ressources pour réalisation des investissements. Elle offre une opportunité de relance du secteur touristique et la relance de la transformation pour la mise en valeur des produits des rentes et des produits fruitiers. Par estimation, on doit investir autour de 100.000.000ar pour acquérir, pour faire fonctionner, pour les frais de maintenance et d’entretiens de la turbine permettant l’électrification de la commune.

3. Mise en place des infrastructures marchandes

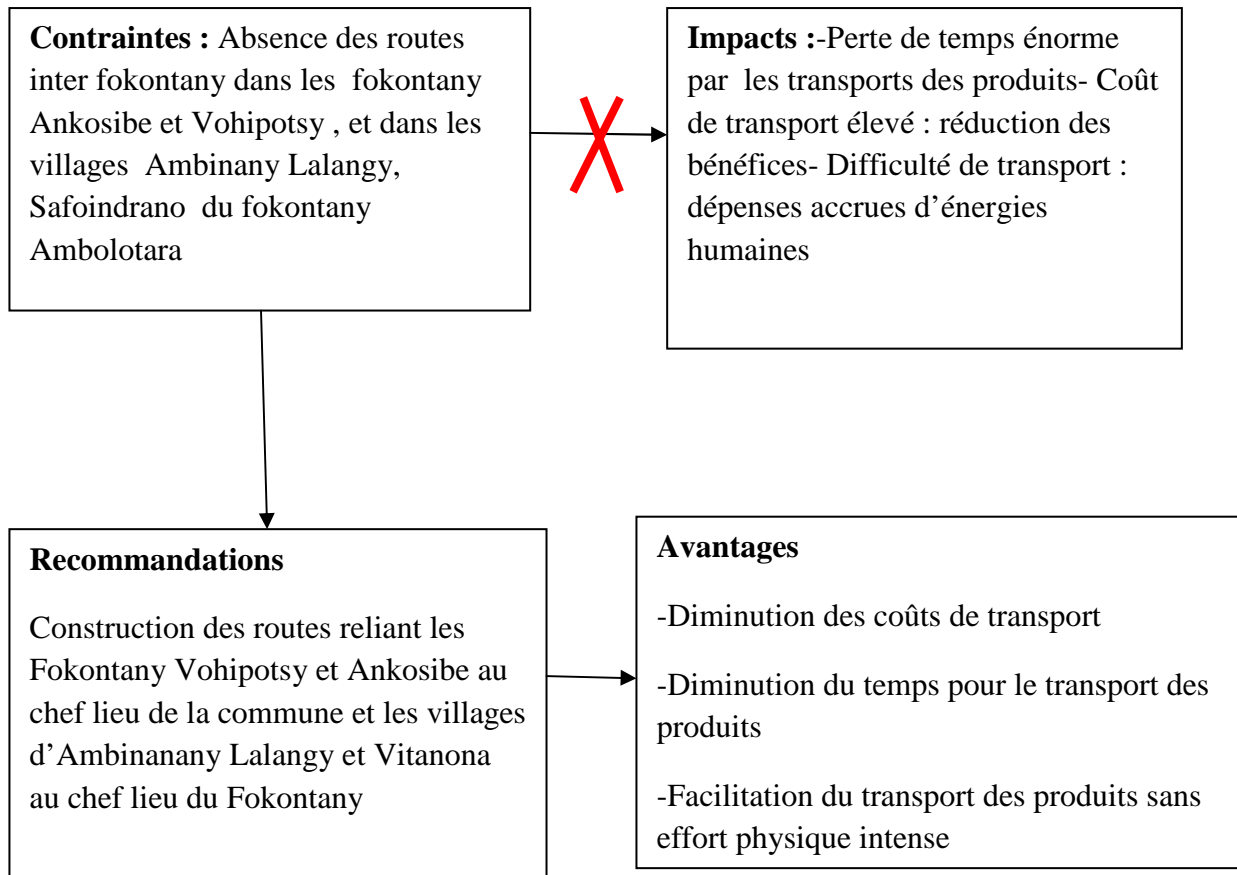
Figure 4: Synthèse des principaux impacts de l'absence des infrastructures marchandes et recommandations



L'infrastructure marchande est un appui important qui assurera la commercialisation des produits des producteurs avec des prix incitatifs et adéquats par le biais du processus de vente en groupe organisée par les OP. La réalisation de vente avec des valeurs justes va permettre à son tour aux ménages d'améliorer leurs revenus et leurs situations économiques et sociales. La base essentielle de la satisfaction des besoins fondamentaux repose incontestablement sur la condition et le revenu touché par le ménage ; ainsi, il est primordial de fournir à la population les infrastructures nécessaires qui facilitent son accumulation. Quand les revenus connaissent une augmentation, les ménages auront plus de chance et plus de moyens pour affronter les dépenses à l'habillement, à l'hygiène et à la santé, à l'éducation et même pour économiser et s'investir ensuite pour étendre leur exploitation agricole. Les budgets prévisionnels affectés à l'installation de ces infrastructures marchandes sont évalués autour de 30.000.000ar dont 15.000.000ar consacrés à la construction de l'infrastructure de stockage et 15.000.000ar destinés à la réalisation du CAM.

4. Construction des routes inter-fokontany

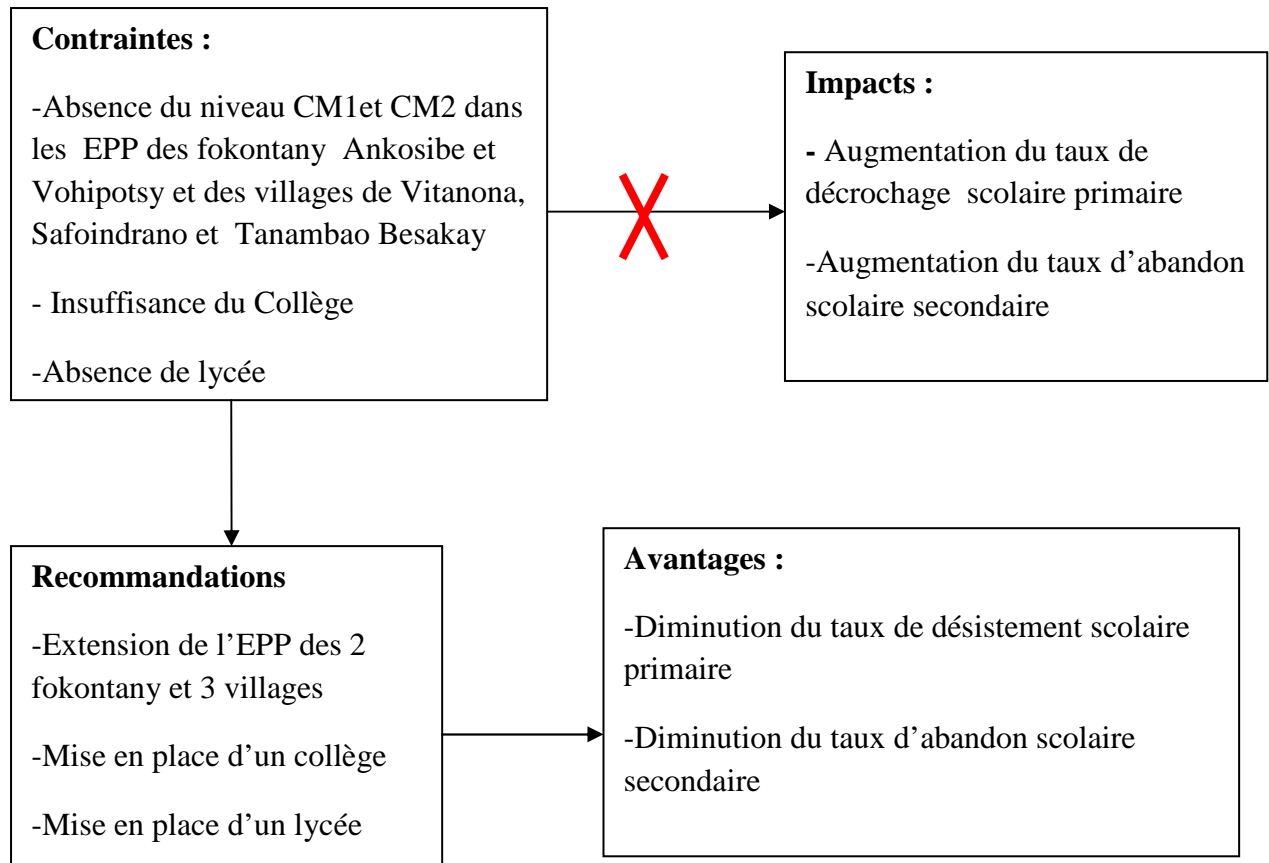
Figure 5 : Synthèse des principaux impacts de l'absence des réseaux routiers inter-fokontany



La construction des routes inter-fokontany au niveau des fokontany Vohipotsy, Ankosibe et des villages Ambolotara devra être réalisée afin de permettre à ces localités de faciliter les échanges commerciaux avec des coûts de transport modérés, sans perte de temps excessive ni de dépense d'efforts physiques énormes. Les producteurs auront l'opportunité d'augmenter les bénéfices et les revenus tirés à la vente des produits par la récupération des écarts consacrés à ce coût si les frais de transport seront réduits. La route constitue le principal élément qui assure l'écoulement des produits des paysans dans ces lieux et joue le rôle de transformateur en mieux le revenu. Elle stimule la motivation dans la production et l'exploitation agricole. Le montant estimé être nécessaire à la construction des routes au niveau de ces 4 endroits est fixé à 40.000.000ar pour chaque lieu.

5. Mise en place des infrastructures scolaires

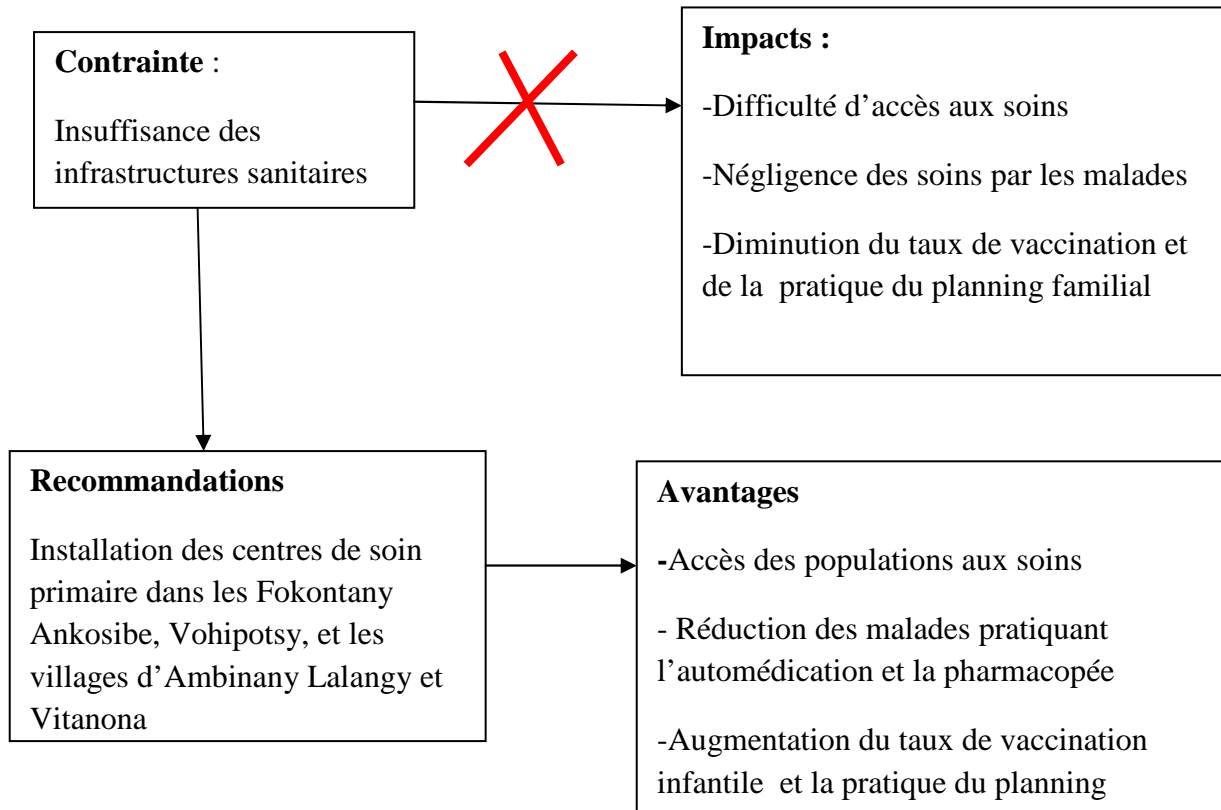
Figure 6: Synthèse des principaux impacts de l'insuffisance et de l'absence des infrastructures scolaires et recommandations



La mise en place des niveaux CM1 et CM2 dans les fokontany Ankosibe, Vohipotsy et dans les villages de Safoindrano, Vitanona et Tanambao Besakay permet d'accroître le taux de scolarité primaire au niveau de la commune rurale de Kianjavato puisqu'elle facilite les conditions pour les enfants d'aller à l'école. Les élèves seront plus motivés car ils ne doivent plus se déplacer très loin et marcher pendant des heures pour rejoindre l'école. La somme prévisionnelle indispensable pour l'extension de ces 5EPP est estimée à 40.000.000ar c'est-à-dire 8.000.000ar par EPP ou 4.000.000ar pour une salle de classe. En plus, pour éviter le taux d'abandon scolaire secondaire, il est nécessaire d'implanter à la commune un autre collège ou étendre ceux qui sont déjà en place. Il faut également mettre en place un lycée. L'existence de ces deux infrastructures allège les charges des parents pour la scolarisation de leurs enfants : ils ne vont plus payer des dépenses pour le loyer et les déplacements. L'école a une grande importance car c'est le partenaire majeur à la préparation des acteurs de l'avenir.

6. Mise en place des infrastructures sanitaires

Figure 7 : Synthèse des principaux impacts de l'insuffisance des infrastructures sanitaires et recommandation



L'installation des centres de soins primaires tenus par des paramédicaux dans les quatre zones désenclavées dans la commune est très importante pour assurer la prise en charge sanitaire communautaire. L'existence de ces infrastructures sanitaires permet de rendre facile l'évacuation des malades et écarte tous les risques de complication de maladie. Le rapprochement des offres sanitaires est aussi bénéfique car il assure également l'augmentation du taux de fréquentation des centres de santé en évitant la pratique d'automédication et la pharmacopée devant les maladies entraînant souvent l'augmentation du taux de mortalité. Il permet également d'accroître le taux de vaccination infantile et la pratique du planning familial. Le financement estimé à allouer à la mise en place de ces 4 installations tourne autour de 40.000.000ar ou 10.000.000ar pour une localité.

CHAPITRE II : PERSPECTIVES SUR LES PAQUETS D'ACTION COMPLEMENTAIRES AUX INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES

Les infrastructures recommandées sont nécessaires pour assurer l'accroissement des revenus, l'augmentation de la production et la commercialisation des produits des agriculteurs ; mais étant donné que l'exploitation rurale est un système, il existe d'autres actions qui doivent être réalisées pour accomplir ces trois objectifs parallèlement avec la mise en place des infrastructures. C'est ce qu'on entend par paquets d'action.

Section1 : Les paquets d'actions assurant l'augmentation de la production

1. Action pour la sécurisation foncière

Le capital foncier est une ressource essentielle pour les populations dont l'activité est articulée pour une grande part autour de l'agriculture. Nombreux sont les exploitants agricoles qui ne possèdent pas de titre foncier réformé au niveau de la commune rurale de Kianjavato. La majorité des terrains surtout les parcelles de plantation de café de la localité a été accaparée et exploitée par les colons pendant l'impérialisme; des groupes de ménages occupent donc leurs surfaces actuellement dans une situation juridique foncière incertaine. Un très grand nombre de terrains est maintenu avec un statut obsolète ou ambigu. Des réserves indigènes existent encore à Madagascar de manière officielle et légale si bien que les familles possédant de terre avec ce statut vivent en pleine insécurité et risquent d'être expulsées à tout moment au moindre nouveau projet de l'Etat sur ces terres.

La résolution de cet état de fait est très urgente vu les répercussions néfastes et considérables qu'il apporte dans le cadre d'exploitation et d'investissement des ruraux. Les paysans ne sont pas sécurisés en terme de propriété et ils ne sont pas motivés à produire. C'est également un obstacle fondamental à l'extension des superficies cultivées et de l'intensification de l'agriculture. Les occupants sans titre pourraient facilement faire l'objet d'une expulsion et d'accaparement de vaste surface à tout moment. Une meilleure sécurisation des terres d'habitations et de travail est un droit élémentaire des paysans afin de les protéger des expulsions pour des raisons diverses qui ont dramatiquement augmenté ces dernières années.

Un guichet foncier doit être mis en place au niveau de la commune pour la gestion des propriétés privées non- titrées pour la délivrance des certificats fonciers. En effet un certificat foncier est un acte de propriété dans le délai de délivrance est moins long et dont le coût est moindre que pour un titre de propriété classique, ce qui rend plus accessible pour les

paysans. L'identification et le recensement de tous les terrains et de toutes les familles concernés par cette situation héritée d'une époque révolue devraient être réalisés et on devrait leur délivrer des titres fonciers.

2. Amélioration de la culture de riz

Le riz constitue l'alimentation de base des Malagasy. Il importe ainsi de mettre un accent sur ce domaine pour assurer la sécurité alimentaire et la subsistance des ménages. L'augmentation de la production rizicole dépend partiellement de la réhabilitation des barrages hydrauliques mais la réalisation de cet objectif s'appuie également sur l'amélioration des facteurs de production des paysans.

Des mesures et des actions en matière de facteur de production doivent être conjointement prise en compte avec la réhabilitation des barrages hydro- agricoles à savoir :

- Utilisation d'engrais
- Amélioration, production et diffusion des semences améliorées
- Vulgarisation pour la pratique des techniques rizicoles modernes : SRI et SRA
- Relance de la mécanisation simple
- Utilisation des produits phytosanitaires

Avec la réhabilitation de l'infrastructure, l'accès à tous ces facteurs influent considérablement sur la production rizicole. Pour la culture, une grande partie des ménages n'utilise pas d'engrais. Le sol est faiblement fertilisé alors que le rendement dépend de la fertilisation du sol. Au fur et à mesure que le temps passe le degré de fertilisation diminue. En outre, les semences ne sont pas améliorées d'où une mauvaise production de paddy. Des insectes nuisibles pourraient détruire la culture et anéantiraient la production à cause de la non-utilisation des produits phytosanitaires. Ensuite, les techniques de culture pratiquées demeurent encore archaïques et traditionnelles. En conséquence la production reste faible. Pour assurer l'accroissement de la production, il convient de mener une vulgarisation des techniques modernes au niveau paysannal, de renforcer aussi les encadrements techniques.

3. Dépravation des tabous freinant le développement local

On devrait abandonner les jours « fady » pour être plus productif et augmenter le temps de travail. En effet, au niveau de certains villages de la commune, il persiste certaines croyances comme quoi il est interdit de réaliser des activités agricoles le jeudi car c'est un jour considéré comme non-bénéfique. Le mardi est aussi un autre jour Fady pour celles qui croient à l'Ombiasy. A part ces deux jours Fady, le dimanche est consacré pour jour du marché communal et peut être aussi considéré comme jour sacré pour les chrétiens. Dans une

semaine, il existe donc en général trois jours chômés ; il y a perte de temps considérable. La grande partie des ménages vit déjà en difficulté et touche des revenus précaires. Il est donc nécessaire d'augmenter le temps de travail pour pouvoir accroître le revenu, pour améliorer les conditions de vie et avoir plus de moyen financier.

En outre au niveau de la commune rurale de Kianjavato, il existe des « Fady » qui portent atteinte au respect des règles de l'hygiène et des conduites à l'assainissement il est interdit que les hommes et les femmes font la toilette dans un même lieu c'est-à-dire en terme de l'évacuation des excréta. Cette croyance continue à avoir des poids sur quelques membres de la société. Des ménages ne disposent pas et refusent d'utiliser de latrines. Ils font leur défécation à l'air libre ou dans les eaux de cours d'eau. L'éparpillement des matières fécales de ces populations en question provoque la prolifération des maladies hydriques : la bilharziose, la diarrhée et la dysenterie. En fait, ces eaux défectueuses et insalubres sont encore utilisées par certains ménages pour la cuisson, pour la consommation et pour le douchage et la lessive. Il est donc nécessaire de renforcer la conscientisation des habitants à abandonner ce tabou pour éviter la recrudescence de ces pathologies. Les populations dominées par la maladie ne peuvent pas être productives.

Pour dépasser ces deux interdits sociaux qui affectent l'assainissement et l'exploitation agricole; des actions de sensibilisation et conscientisation doivent être entreprises auprès des populations concernées et surtout auprès des autorités traditionnelles qui sont les Ampanjaka et les Raiaman-dreny. En fait, ces deux personnalités sociales exercent une forte influence sur chaque lignée et elles ont le pouvoir de décision et édictent les lois sociales.

Section2 : Les paquets d'action favorisant la commercialisation des produits

1. Amélioration de la qualité des produits

Pour rendre facile la commercialisation des produits et pour augmenter leurs prix de vente ; les paysans doivent offrir sur le marché des marchandises de qualité. Cela suppose que les producteurs devraient donner des produits de qualité et ayant des particularités distinctes à leurs produits agricoles pour attirer et fidéliser les acheteurs et pour pouvoir leur imposer les prix souhaités. L'exploitation rurale doit désormais fonctionner selon une logique commerciale qui a besoin d'apprendre les techniques de vente. Les agriculteurs doivent se préoccuper en permanence de satisfaire les clients, de chercher et de fournir des produits correspondant aux besoins des consommateurs. La fonction commerciale doit être au cœur du système d'exploitation de ces paysans c'est-à-dire les exigences de la fonction

commerciale doivent être reliée à la fonction productrice et structurer l'ensemble du système d'exploitation.

La mise en place des infrastructures commerciales doit être accompagnée d'une amélioration de la qualité des marchandises. Au niveau de la commune rurale de Kianjavato, on doit fournir sur le marché de bananes de qualité avec des régimes bien portants. Pour les letchis, on doit faire à ce que ces fruits répondent aux normes internationales avec une graine de 28-33 mm²³. Pour le café, il faut intensifier la culture de caféiers sans caféine qui est fortement recherché et surtout renouveler les plantes. C'est un moyen pour les agriculteurs d'accroître les revenus, de tirer le maximum de profits aux échanges effectués et d'avoir des meilleures conditions de vie plus épanouies.

2. Renforcement des coopérations intercommunales

La coopération intercommunale doit être initiée et planifiée pour appliquer l'augmentation des prix des produits. La banane, le letchi et le café sont des produits existants dans toutes les communes contenues dans le district de Mananjary ; il est donc certain qu'une seule commune comme la commune rurale de Kianjavato n'est pas apte à résoudre seule cette contrainte afférant au montant de vente. Si les producteurs et/ ou les OP au niveau de la commune décident d'imposer et d'accroître les prix de ces marchandises, il est certain que les revendeurs vont tous se tourner auprès des autres communes voisines qui leur offrent des prix plus bas. Par conséquent, le revenu sera dilapidé, l'objectif sera échoué, les produits seront pourris. Il est donc impossible de lutter d'une manière isolée contre cet obstacle mais les actions doivent toujours être faites en groupe avec des mesures déterminantes. Toutes les communes sont toutes touchées par ce problème de prix de vente minime. Il est donc nécessaire d'engager une réflexion intercommunale pour résoudre les problèmes. Des stratégies et des mesures efficaces doivent être discutées et adoptées entre communes. Le regroupement des communes constitue une force capable de modifier radicalement la position dominante des collecteurs aux agriculteurs.

3. Renforcement de la création des organisations paysannes de base

Les organisations paysannes correspondent à un regroupement exclusif de personnes physiques, elles sont liées par des objectifs communs et une relation de proximité et les membres sont originaires d'un même village ou de villages relativement proches à l'échelle

²³ Selon le BIMT ou Birao Ifandraisan'ny Mpanofana Tantsaha

de la commune. La constitution d'un groupement est la condition pour obtenir des privilèges spéciaux.

Ainsi, la création des organisations paysannes au niveau de chaque fokontany doit être renforcée et mobilisée. Ces structures pourraient jouer des rôles imminents dans le développement des activités agricoles des membres. Par l'intermédiaire des organisations collectives, il est plus facile de mener des revendications quand il y a des intérêts communs à défendre auprès des revendeurs, des entreprises ou même de l'Etat. En fait, le regroupement est aussi un moyen catalyseur pour faire de négociation dans la commercialisation des produits avec des prix incitatifs et surtout dans l'obtention des financements, des formations et des projets divers. Les OP sont les seuls moyens de s'extirper de la pauvreté. En renforçant les puissances des OP, leur faculté de négociation s'accroît. De plus, les OP pourraient offrir de forum permettant aux membres d'exprimer leurs préoccupations. Elles permettent aussi d'avoir plus de relation et de présenter les opinions et les besoins des membres (politiques des prix, commercialisation des produits,...) ; de leur fournir des services techniques ou économiques. Ainsi, cela peut améliorer l'exploitation agricole qui est la principale source de développement dans les milieux ruraux.

Section 3- Paquets d'actions assurant l'augmentation des revenus

1. Diversification des cultures

La diversification des activités agricoles et des produits est un pilier fondamental pour la croissance économique qui procure des revenus additionnels pour les paysans et permet de réduire la vulnérabilité causée par les fluctuations des prix. Les producteurs auront l'occasion d'étendre leur cercle d'intervention et d'accroître les revenus prodigués par des autres filières. Ainsi, au niveau de la commune rurale de Kianjavato, les sources de revenus des agriculteurs ne doivent pas uniquement être limitées sur la commercialisation du café, de banane et des letchis.

Actuellement, les agriculteurs qui pratiquent la culture de vanille et de girofle dans la commune sont encore en nombre très réduit pourtant les plantes s'adaptent très bien au type de sol local. Ce sont des produits de forte valeur qui doivent être exploités et intensifiés. En plus ce sont des produits très recherchés au niveau international. D'ailleurs, pour Madagascar, le taux d'exportation de ces deux produits de rente demeure encore très faible par rapport à la demande. Ce qui signifie que le débouché est encore large et étendu. Ce sont

des filières potentielles qui pourraient apporter des devises pour le pays, des recettes fiscales pour les localités, des compléments de revenus pour les producteurs. Vus les avantages qu'elles offrent, la stimulation de ces deux filières doit être priorisée pour que la masse des agriculteurs se lancent dans ces cultures et les intégrer dans leurs activités. Des producteurs sont intéressés à ces cultures mais ils sont empêchés par le manque de connaissances techniques y afférant. Leurs processus de production sont assez complexes et longs puisque la plantation nécessite des entretiens spécifiques ponctuels et méticuleux. C'est la raison pour la quelle, ces filières demeurent encore peu développées au sein de la commune. Ainsi, des formations et des projets de relance de ces deux filières porteuses doivent être initiés au niveau de la commune.

2. Réouverture et renforcement de l'usage des Greniers Communautaires Villageois

Le GCV est une infrastructure cruciale permettant d'améliorer le revenu des paysans donc il convient de renforcer son usage. Le prix du kilo de paddy coûte 700ar durant la période de récolte alors que si les agriculteurs utilisent le GCV ; ils pourront vendre à 1000ar en période de soudure. Ainsi, ils gagnent avec ce système un bénéfice de 300ar/kg, ce qui donne autour de 15.000ar par sac.

Au niveau de la commune rurale de Kianjavato, trois GCV ont été installés par le Projet Sécurité Alimentaire. L'un se trouve dans le fokontany Ambalahosy Sud avec une capacité de 40T, l'autre se localise dans le fokontany Ambolotara avec une capacité de 80T et le dernier est situé au fokontany Ambohitsara avec une possibilité de 50T. Des ressources financières importantes ont été investies pour la mise en place de ces GCV. Pourtant actuellement parmi ces trois greniers, c'est seulement celui d'Ambohitsara qui est encore fonctionnel. D'autant plus, les paysans membres dans l'utilisation de cette infrastructure fonctionnelle ne sont peu nombreux.

Les paysans sont réticents à s'adhérer à ces structures pour des raisons multiples : d'une part, il y en a qui trouvent que le taux d'intérêt posé par l'institution financière est trop élevée de telle sorte que les avantages tirés ultérieurement ne sont pas rentables. Quand un membre dépose une quantité quelconque de riz au grenier, il reçoit en liquide 65% du prix de ce produit qui est remboursable après 3 à 6 mois avec un taux d'intérêt mensuel de 3%. Le produit peut être récupéré pendant la période de soudure c'est-à-dire au mois de juin jusqu'au mois de février. Ce taux d'intérêt est trop lourd pour certains paysans et ils décident donc de ne pas s'y intégrer car ils pensent que le système est une exploitation.

D'autre part, il y en a qui éprouve de méfiance pour faire de prêt. Ils ont peur de ne pas pouvoir rembourser la dette et ils s'abstiennent à l'utilisation du grenier. Pour certains, ils ne déposent pas leurs produits dans ces installations communautaires car leur mode de fonctionnement et leur importance leur sont flous.

Pour remédier à ces facteurs de blocage, des actions et des mesures correctives doivent être entreprises par les responsables au niveau de la localité. Premièrement, il faudrait réviser le taux d'intérêt avec l'entreprise financière partenaire pour que chaque partie ne soit pas perdante et puissent en tirer profit. Deuxièmement, des campagnes d'informations et de sensibilisation en groupe au niveau de chaque fokontany doivent être menées et renforcées afin de présenter ces infrastructures d'une manière explicite et pour encourager les ruraux à s'y inscrire.

3. Renforcement des formations attribuées aux agriculteurs

Le secteur agricole fait face à de nombreuses contraintes en matière de connaissance et de gestion au niveau de la commune. Ainsi, une formation intense des agriculteurs serait une résolution de ces problèmes. L'exploitation rurale doit correspondre à la mise en place de stratégies entrepreneuriales complexes qui font alors que les agriculteurs doivent apprendre et maîtriser le processus de modernisation de ce secteur pour accroître le revenu. L'objectif consiste à soutenir la croissance du secteur agricole et de permettre l'installation de nouveaux ruraux capables d'exercer une exploitation associant plusieurs activités.

- Pour promouvoir l'implantation d'unités de transformation agro-alimentaire ; on doit organiser des séances de formation en groupe en matière de manufactures des fruits: formation sur la confiserie, la confiture, le séchage de fruits, la fabrication de nectar, sirop... Dans cette optique, à titre d'exemple, 250g de fruits bruts coûtant dans les 600ar peut être transformé en confiture de 150ml vendue aux environs de 3500ar, ou en jus ou en nectar ou en sirop d'un litre près de 3000ar ou encore en fruits secs. Ainsi, ¼ de kg peut procurer un gain autour de 3000ar après le processus de transformation.
- Pour améliorer les capacités de gestion et stimuler l'esprit entrepreneurial ; des formations élémentaires en comptabilité axées sur la constitution de l'épargne et le fond revolving devraient être organisées
- Pour assurer que les exploitants ruraux maîtrisent le marché ; on devrait leur accorder des formations simplifiées en marketing basées sur les stratégies et les dispositifs de vente ainsi que les méthodes d'étude de marché.

Conclusion partielle : Dans cette partie, on a pu apporter les analyses concernant les recommandations et les perspectives d'action à entreprendre pour assurer le développement socio-économique de la commune. Les mesures de gestion et d'organisation essentielles permettant à cette localité de réaliser des infrastructures ont été dégagées. Puis, selon l'ordre de priorité, les bases matérielles pouvant appuyer les populations locales d'effectuer leurs activités socioprofessionnelles ont été avancées. Enfin, les aspects particuliers complémentaires aux infrastructures ont été menés.

CONCLUSION

Les infrastructures jouent un rôle crucial dans le fonctionnement de l'économie, dans la marche de la société et dans la croissance d'un pays. Leur développement contribue énormément à la réduction de la pauvreté. Dans les pays développés et émergents, les essors socio-économiques se traduisent significativement par une large part de financement consacrée à l'infrastructure. A titre d'exemple, la Chine affecte chaque année 10% de son PIB à l'investissement à l'infrastructure. En dépit de leur importance, force est de constater que dans les pays en développement comme Madagascar, la quantité et la qualité des infrastructures sont déplorablement insatisfaisantes surtout en milieu rural.

Les études spécifiques menées au niveau de la commune rurale de Kianjavato ont permis de déterminer d'une manière contributive les impacts engendrés par la défaillance de l'infrastructure dans les exploitations agricoles et la société rurale. Nos hypothèses de débat se trouvent confirmées. D'un côté, l'absence et l'insuffisance des infrastructures affectent considérablement le développement économique : la production et le rendement agricole connaissent une baisse. D'autant plus, la commercialisation des productions subit également des blocages majeurs. Puis, la diversification des sources de revenus, la mise en valeur des produits, l'exploitation des richesses naturelles qui sont tous des éléments clés pour une stratégie de lutte contre la pauvreté ne sont pas développées. Cette situation affecte le niveau de vie de la population et constitue l'un des principaux facteurs freinant la croissance. D'un autre côté, l'inexistence et l'insuffisance des infrastructures sont aussi néfastes du point de vue social car elles portent atteinte à l'épanouissement sanitaire et aux conditions d'instruction des membres de la communauté car l'accès aux soins et à l'éducation est limité.

Nos études ont toutefois des limites. Il est à souligner que les résultats des analyses retenus au sein de cette localité ne sont pas nécessairement replicables et transposables pour toutes les communes de Madagascar. Il arrive que deux ou plusieurs communes aient les mêmes défaillances infrastructurelles mais les impacts socio-économiques engendrés par ces déficits peuvent se présenter d'une manière différente selon les contextes et les caractéristiques spécifiques de chaque zone. Pour pouvoir acquérir des connaissances pratiques larges sur les impacts socio-économiques de la défaillance infrastructurelle ; il faudrait multiplier les cas des communes faisant l'objet d'étude.

Les réalités montrent que des efforts et des stratégies efficaces devraient encore être entrepris pour assurer la dynamisation de ce volet pour enrayer et éradiquer les méfaits des

contraintes infrastructurelles au bien être des individus ruraux en l'occurrence dans le bon fonctionnement des activités économiques et sociales. Pour assurer la croissance de la nation, des engagements et des efforts doivent être déployés par toutes les personnalités publiques de l'Etat que ce soit au niveau décentralisé qu'à l'échelle central pour renforcer les actions consacrées à la promotion des infrastructures rurales. Le pourcentage élevé des populations dans ces zones démontre la prédominance de l'agriculture dans le noyau de l'économie Malagasy et sa place dans la relance et le redressement.

A travers la politique de développement agricole, le pays a fixé une vision « Madagascar en 2025, s'appuie sur une production agricole compétitive et durable, intégrant des exploitations familiales et des unités de transformations modernisées pour assurer la sécurité alimentaire et conquérir les marchés d'exportations avec 100% de couverture des besoins en aliments de base, 50% de réduction du taux de pauvreté des zones rurales, un accroissement de 40% des revenus agricoles annuels, 6% de croissance annuelle pour le secteur agricole, 100% d'augmentation des valeurs d'exportation ». L'atteinte de ces grands objectifs est strictement associée à une politique infrastructurelle efficace.

L'Etat Malagasy s'engage actuellement à renforcer les stratégies axées sur la promotion des infrastructures. Dans ce sens, la Direction Générale des Infrastructures et des Projets Présidentiels a été récemment mise en place au sein du Ministère d'Etat chargé des Projets Présidentiels, de l'Aménagement du Territoire et de l'Equipeement. Cette direction élabore actuellement la Politique Nationale du Développement des Infrastructures et de l'Equipeement qui sera un instrument de référence sur toutes les infrastructures du pays sur les domaines économiques, sociaux, environnementaux, administratifs... Cet outil vise à définir les orientations et les axes stratégiques et à assurer la cohérence des interventions en matière d'infrastructure dans tous les territoires Malgache.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
PARTIE I : CONCEPT DE BASE ET THEORIE SUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL ET L'INFRASTRUCURE	5
CHAPITRE I : INTERRELATION ENTRE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE LOCAL ET INFRASTRUCTURE	5
Section 1 : Concept et notion du terme « développement local »	5
1-Développement	5
2- Local	6
3-Développement local.....	7
Section 2 : Concept et théorie sur la notion infrastructure.....	8
1-Définition et caractéristique du terme infrastructure.....	8
2-Liaison entre infrastructure et le développement socio-économique local.....	8
CHAPITRE II : INFRASTRUCTURES A MADAGASCAR.....	12
Section 1 : Infrastructure économique	12
1-Route.....	12
1-1.Route Nationale bitumée	12
1-2.Route Nationale en terre	13
1-3.Pourcentage des communes accessibles par voie de surface toute l'année	13
2-Infrastructure électrique	14
3-Réseaux hydro- agricoles.....	15
Section 2 : Infrastructure sociale.....	16
1-Ecole Publique	16
2-Les infrastructures sanitaires publiques et privés	17
CHAPITRE III: PARAMETRE CONDITIONNANT LA QUALTE DES PROJETS INFRASTRUCTURELS.....	19
Section1: L'appropriation des infrastructures par la localité.....	19
1- Conciliation de l'infrastructure aux attentes de la population locale.....	19
2- Contribution des populations bénéficiaires au projet d'infrastructure.....	20
Section 2: Capacité de gestion locale et viabilité économique.....	22
1-Capacité de gestion locale.....	22
2-Rentabilité économique	23
Section 3: Cohérence écologique et acceptabilité sociale.....	23
1-Cohérence écologique	24
2-Acceptabilité sociale	25
PARTIE II : RESULTATS ET DISCUSSIONS.....	26
CHAPITRE I: PRESENTATION DE LA ZONE D'ETUDE	26
Section 1 : Situation géographique, administrative et démographique de la commune rurale de Kianjavato	26
1-Situation géographique de la commune	26
2-Cadre administratif.....	26

3-Situation démographique	28
SECTION II : Ressources de la commune Rurale de Kianjavato.....	28
1-Ressources naturelles	28
• Climat.....	28
• Sol.....	29
• Relief	29
• Richesse en eau.....	30
2-Ressources économiques.....	30
2-1Agriculture	30
2-2 Elevage.....	31
2-3Artisanat.....	31
2-4 Ressources minières.....	31
SECTION III: Infrastructures socio-économiques de la commune.....	31
1-Infrastructure hydraulique et infrastructure routière.....	31
2-Infrastructure électrique et infrastructure marchande.....	31
3-Infrastructure scolaire et infrastructure sanitaire.....	31
CHAPITRE II: ANALYSE DES FACTEURS DE BLOCAGE DE LA REALISATION DES INFRASTRUCTURES DANS LACOMMUNE RIRALE DE KIANJAVATO.....	35
Section 1 : Facteurs institutionnels et organisationnels	35
1-Lacune de connaissance des autorités locales	35
2-Absence de plateforme de réflexion	36
3-Inexistence de Plan Communal pour le Développement.....	36
Section 2 : Facteur fiscal et financier	37
1-Problème Financier	37
2-Faiblesse de recouvrement fiscal.....	38
3-Faiblesse de partenariat financier de la commune.....	39
CHAPITRE III : ANALYSE DES IMPACTS DES CONTRAINTES INFRASTRUCTURELLES DANS LACOMMUNE RURALE DEKIANJAVATO	40
Section 1 : Impacts de la non- performance du barrage agricole et de l'absence des routes	41
1-Impacts de la non -performance du barrage hydro-agricole	41
1-1Baisse de production rizicole	41
1-2Non autosuffisance alimentaire et diminution des ménages ayant de surplus de production....	42
1-3 Faiblesse du bénéfice d'exploitation.....	43
2-Impacts de l'absence des routes inter-fokontany	44
2-1Perte de temps pour le transport des produits.....	44
2-2Dépense intense d'énergie humaine pour le transport des produits	45
2-3 Coût de transport des produits élevé	44
Section 2 : Impactsde l'insuffisance de l'infrastructure marchande et de l'absence de l'infrastructure électrique	46
1- Impacts de l'insuffisance de l'infrastructure marchande.....	46
1-1Vente des produits avec des prix dérisoires.....	46
1-2Revenu très faible des ménages	47
2-Impacts de la non-électrification de la commune	49
2-1Accroissement des dépenses et absence du confort et du bien être des ménages	49
2-2 Frein du secteur secondaire	50
2-3 Non-expansion du secteur tourisme	51

Section 3 : Impacts de la défaillance des infrastructures sociales.....	52
1- Impacts de l'insuffisance et / ou l'absence des établissements scolaires.....	52
1-1 Augmentation du taux d'abandon scolaire primaire.....	52
1-2- Accroissement du taux d'abandon secondaire au niveau 1 ^{er} cycle.....	53
1-3- Taux élevé de désistement scolaire secondaire au niveau 2 ^{ème} cycle	53
1-4 Référence sur l'étude des enfants des ménages enquêtés	54
2-Impacts de l'insuffisance de centre de santé	55
2-1 Difficultés d'accès aux soins :	55
2-2-Négligence des soins par les malades	56
2-3-Diminution du taux de vaccination infantile et de la pratique du planning familial	56
PARTIE III: RECOMMANDATIONS ET ACTIONS POSSIBLES	58
CHAPITRE I : RECOMMANDATIONS	58
Section1 : Recommandations pour remédier les problèmes de réalisation des infrastructures	58
1- Création d'un centre de formation des personnels publics décentralisés	58
2- Appui de la commune à l'établissement du PCD.....	59
3- Renforcement de la transparence dans la gestion et relance des fonds publics	59
4- Mise en place d'une plateforme de réflexion.....	60
Section 2 : Recommandations infrastructurelles par ordre de priorité au niveau de la commune rurale de Kianjavato	61
1- Réhabilitation des réseaux hydro-agricoles.....	61
2- Electrification de la commune	62
3- Mise en place des infrastructures marchandes	63
4- Construction des routes inter-fokontany	64
5- Mise en place des infrastructures scolaires	65
6- Mise en place des infrastructures sanitaires.....	66
CHAPITRE II : PERSPECTIVES SUR LES PAQUETS D'ACTIONS COMPLEMENTAIRES AUX INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES	67
Section1 : Les paquets d'actions assurant l'augmentation de la production.....	67
1. Action pour la sécurisation foncière.....	67
2. Amélioration de la culture de riz.....	68
3. Dépravation des tabous freinant le développement local	68
Section2 : Les paquets d'action favorisant la commercialisation des produits.....	69
1. Amélioration de la qualité des produits	69
2. Renforcement des coopérations intercommunales.....	70
3. Renforcement de la création des organisations paysannes de base	70
Section 3- Paquets d'actions assurant l'augmentation des revenus	71
1. Diversification de la culture	71
2. Réouverture et renforcement de l'usage des Greniers Communautaires Villageois	72
3. Renforcement des formations attribuées aux agriculteurs	73
CONCLUSION	75
TABLE DES MATIERES	77
BIBLIOGRAPHIE.....	80

BILIOGRAPHIE

OUVRAGES GENERAUX

- BACHELARD Paul « *Les acteurs du développement local*, » l'Harmattan, 1993
- CALVALHO José Antonio de Sequeira « *La dynamisation des initiatives locales* » l'Harmattan, 1997
- DIAL François Roubaud, *La dimension économique de l'efficacité externe de l'éducation en Afrique de l'ouest*, Paris, novembre 2005
- HUGGON Phillipe, « l'économie de l'Afrique », La Découverte, 2007
- LESOURNE JacquesRené Lone, « *L'analyse des décisions d'aménagement régional* », 1981
- LEBRET L.J « *Dynamique concrète du développement* », Ouvrières, 1981
- WATERSON Wat« *La planification du développement* », (Institut de développement économique de la Banque Mondiale), Dunod, 1969

OUVRAGES SPECIFIQUES

- APPARICIO Philippe, DUSSAULT Gaëtan, « *Infrastructures de transport et développement économique local* », Sept 2007
- BENABDALLAH .Y. « *le développement des infrastructures en Algérie : quels effets sur la croissance économique et l'environnement de l'investissement ?* »
- BENTALEB Nadia, « *Energie rurale pour le développement* » Publisud, Paris, 2006

REVUES ECONOMIQUES

- BOURGUIGNON François, «*Repenser les infrastructures pour le développement : observations finales* », , 2007
- ESTACHE Antonio, « *Infrastructures et développement : une revue des débats récents et à venir* »,2007
- PINSTRUP-Andersen Per,SHIMOKAWA Satoru,« *Infrastructures rurales et développement agricole* », , 2007

RAPPORTS ET DOCUMENTS OFFICIELS

- OCDE « *Décentralisation et infrastructure locale au Mexique* » 1998
- COMMISSION EUROPEENNE, *Manuel de gestion du cycle de projet*, mars 2001
- Réseau Africain sur les approches participatives« *Participation villageoise au développement rural* »,1991
- Banque Mondiale, « *Une infrastructure pour le développement* »,1994
- Rapport d'enquête du PAMOLEA sur la Commune Rurale de Kianjavato, 2009
- Rapport de conférence des nations unies sur le commerce et le développement : « *contribuer au développement des infrastructures pour promouvoir l'intégration économique* »,Mars 2013
- Rapport de l'Union Africaine : « *le développement des infrastructures en Afrique en vue de favoriser une croissance à long terme*
- Rapport de mise en œuvre des programmes année 2013, ministère de l'économie et de la planification, direction générale d'appui au développement

WEBOGRAPHIE

- www.cairn.fr
- www.revues.org
- www.perse.fr

ANNEXES

Annexe n°1 : Questionnaire d'enquête**FICHE D'ENQUETE DES MENAGES**

Ménage n° _____ Nom et Prénom du chef de ménage

District : _____ Commune : _____ FKT : _____ Date : _____

Origine du ménage : autochtone-migrant

COMPOSITION DU MENAGE ET ACTIVITES

N°	STATUT	Sexe	Age	Scolarisation	Activité Principale	Activité secondaire	Autre activité
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							

EXPLOITATION AGRICOLE**Produits**

TYPE	HA	Quantité de produits récoltés (kg)				Infrastructures sollicitées	Quantité de produits estimée après
		Vendus	Auto Consommés	Semence	Total	Route : Barrage : Grenier : Pont : Autres :	
Culture Riziculture							
Culture vivrière							
Culture de rente							
Culture industrielles							
Fruits légume							
Artisanat							
Cheptel	Nbre	Vendus	Auto Consommés	Total		Infrastructures sollicitées	Intérêt attendu après
Bovin Avicole Porcin						Couloir de vaccination : Abattoir : Route :	
Pêche							

Vente et coût de production mensuelle

TYPE	Coût de production (intrants et vaccin)	Prix des produits récoltés	Destination des produits	Bénéfice Net	Infrastructures Souhaitées	Intérêt attendu après
Culture						
Elevage						
Pêche						

Distance de la localité au centre de vente :

Remarque :

-A votre avis, quels sont les facteurs de blocage de la réalisation des infrastructures au niveau de votre localité ?

-Selon vous, quelles sont les mesures nécessaires pour remédier à ces problèmes ?

-Combien vous pouvez donner pour le financement de ces infrastructures que vous sollicitez ?

- Est-ce - que vous payez des impôts à la commune ? Si oui à quelle fréquence et sur quelle base ?, si non : quelle en est la raison,

Annexe n°2- Photos des différentes richesses en biodiversité au sein de la commune de Kianjavato dans la Station de Recherche FOFIFA



Résumé

L'infrastructure constitue un vecteur indispensable dans le cadre du développement socio-économique d'un pays. Pour Madagascar, le problème infrastructurel reste irrésolu en particulier en milieu rural. Il s'agit d'une réalité qui mérite une réflexion approfondie. Pour analyser les impacts socio-économiques occasionnés par la défaillance en infrastructure ; une étude a été menée auprès de la commune rurale de Kianjavato. Notre travail sur terrain a pu révéler que le déficit en équipement affecte considérablement le bon fonctionnement de la vie des ménages et de la communauté locale. En effet, la production et le revenu des agriculteurs sont en baisse aboutissant par la suite à la non- satisfaction des besoins fondamentaux. En outre, les droits humains de pouvoir accéder à l'éducation et de bénéficier des prises en charges sanitaires sont bafoués. Par ailleurs, le développement de tous les secteurs d'activités locales se trouve bloqué. Devant toutes ces situations, des recommandations et des perspectives ont été apportées pour remédier aux problèmes identifiés au niveau de la commune.

Mots clés : Infrastructure- Développement-Local-Social-Economie

Abstract

The infrastructure forms an essential part for the social and economic increasing in a country. For Madagascar infrastructural difficulties still remain especially in rural place. It is a reality which need a large thought. For testing the social and economic effects carried away from infrastructure failure. An test was carried out in the rural locality of Kianjavato. Our studies in this place has showed us that equipment lack have an huge effect about current life of the family and the local community. The production yield and the income of the farmer are low. Then, it makes the insufficiency of the basics needs. Moreover, human possibility to reach on education and to benefit from sanitary care are not honoured. After that, the developing of all sector activities meet a blockage. In front of of these state, some recommandations and some perspectives are been moved forward for to solve the problem identified in this locality.

Keywords : Infrastrucure – Developing –Economy- Social- Local